

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2843

27 novembre 2008

SOMMAIRE

Amalthee S.A.	136418	ING RPFi Soparfi A S.à r.l.	136464
Arabica S.à r.l.	136460	ING RPFi Soparfi B S.à r.l.	136464
Beggen Invest Holdco S.A.	136418	Manzoni International S.A.	136458
Carles S.A.	136463	Mathëllef	136457
Eurizon Investment Sicav	136459	MidOcean Finco (LAF) S.à r.l.	136458
EuroNextra Investment Sicav	136459	Orient International S.à r.l.	136462
ExpFast International S.à r.l.	136462	Safe Ship Capital Partners S.à r.l.	136459
Fitness Lounge S.A.	136458	SPE Office Sàrl	136457
Fortis Banque Luxembourg	136462	TPG Sonic VI A S.à r.l.	136460
ING Industrial Real Estate Luxembourg S.		UBM Finance S.à r.l.	136462
à r.l.	136463	United BM (US) Holdings S.à r.l.	136462
ING RPFi Soparfi B S.à r.l.	136457	Wohnimmobilien AG	136456

Beggen Invest Holdco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 116.068.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège social en date du 9 juillet 2008

La démission de Monsieur Stéphane BEST, demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, avec effet au 30 août 2006, au poste de Commissaire aux Comptes, est acceptée.

La nomination de la Fiduciaire Jean-Marc FABER & Cie S.à.r.l, ayant son siège social au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, avec effet immédiat au 1^{er} septembre 2006, au poste de Commissaire aux Comptes, en remplacement de Monsieur Stéphane BEST est acceptée. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale annuelle de 2009.

Pour extrait sincère et conforme

Pour réquisition et publication

BEGGEN INVEST HOLDCO S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008144834/780/20.

Enregistré à Luxembourg, le 12 novembre 2008, réf. LSO-CW04003. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Amalthee S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 122.864.

PROJET DE FUSION / FUSIONSPLAN / MERGER PLAN

13 November 2008

Pour la fusion entre / For fusionen mellem / For the merger between

LC Investment ApS

CVR-nr. / CVR No. 30501349

Frederiksgade 21, 1

1265 København K

et / og / and

Amalthee S.A.

RCS Luxembourg B n ° 122.864

avec siège social au 11A, bld. du Prince Henri

L-1724 Luxembourg

Les organes les plus élevés des sociétés concernées, à savoir le conseil d'administration d'Amalthee S.A. et le conseil de direction de LC Investment ApS établissent par les présentes le projet de fusion entre AMALTHEE S.A. comme société absorbante (la Société absorbante) et LC Investment ApS comme société absorbée (la Société absorbée).

(La Société absorbante et la Société absorbée, ci-après dénommées collectivement "les sociétés fusionnantes".)

La fusion sera opérée sur base de la directive 2005/56/EC du Parlement Européen et du Conseil (la "Directive").

La base de la loi luxembourgeoise sur les sociétés pour les fusions est la Directive et pour la société absorbante, les articles 257 et suivants de la loi luxembourgeoise sur les sociétés du 10 août 1915 telle que modifiée ("LLAW"). La loi danoise sur les sociétés pour les fusions est la directive et les dispositions du chapitre 15 et 15A de la loi danoise sur les sociétés (649/2006) ("DCA") cf. Chapitre 10A du Danish Private Company Act.

1. Informations sur les sociétés fusionnantes (Directive 5/a/art. DCA 137a(1); et art. 261 2a de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 telle que modifiée)

La Société absorbante

La Société absorbante est "Amalthee S.A.", une société anonyme inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 122.864.

Le siège social de la société absorbante est établi actuellement à L-1724 Luxembourg, 11A, bld. du Prince Henri.

La Société absorbée

La société absorbée est "LC Investment ApS", une société privée à responsabilité limitée danoise inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Rubrique Société CVR n ° 30501349.

Le siège social de la société absorbée est actuellement à Frederiksgade 21, 1. DK-1265 Copenhague, Danemark.

La Société absorbante et la Société absorbée sont chacune en ce qui les concerne assujetties à l'impôt sur les sociétés dans l'Etat dont elles sont résidentes.

2. Les contreparties de la fusion (directive 5(b) art. DCA 137a 1.2, art. 262/2 b. c et d)

La Société absorbante détient l'entière du capital de la Société absorbée. En conséquence il n'y aura aucune répartition à l'actionnaire de la société absorbée.

Il ne sera pas émis de nouvelles actions par la société absorbante et ainsi il n'y aura aucune indication par rapport à la date d'émission et les droits attachés à de nouvelles actions, il ne sera réalisé aucun échange d'actions de la société absorbante contre des actions de la société absorbée, aucun rapport d'échange n'est à calculer et aucun expert ne sera nommé en vue d'émettre un rapport sur le rapport d'échange. La fusion aura pour conséquence que tous les actifs et passifs de la Société absorbée seront transférés à la Société absorbante. Parmi les actifs de la Société absorbée figurent les biens immobiliers suivants:

Villa à Six Fours les Plages (VAR), 285 Impasse des Valériannes (anciennement Montée de la Calade n ° 273)

Section CC, numéro 28, lieudit impasse des Valériannes pour une contenance de 24a04ca, une propriété bâtie contenant:

- une maison à usage d'habitation composée d'un:
- rez de chaussée: entrée, cuisine, trois chambres, séjour-salon avec cheminée, salle d'eau, wc, véranda vitrée,
- premier étage: salle de bains,
- bâtiment annexe composé de studio comprenant une chambre et toilettes,
- piscine.

L'ensemble cadastré sous les références suivantes:

Section, N ° , Lieudit, Surface

CC, 28, Imp des Valériannes, 24a04ca

Ces immeubles prédésignés sont grevés des hypothèques/et ou privilèges et/ou droits de résolutions suivants:

une hypothèque conventionnelle prise conformément à un acte notarié pour un montant de EUR 800.000 en principal.

Lorsque la fusion deviendra effective, la nouvelle propriétaire de ces propriétés immobilières devra être transcrite sur les registres officiels tenus par le Conservateur des Hypothèques du lieu de la situation de la propriété immobilière. Les actions de la Société absorbée seront annulées et la Société absorbée disparaîtra sans liquidation par suite de la fusion.

3. Effets probables de la fusion sur l'emploi (Directive 5(d) art. DCA 137a)

Les sociétés fusionnantes n'ont pas de travailleurs à l'exception des gérants dans la Société absorbée ci-après énumérés.

Des engagements de travailleurs ou d'autres mesures qui affecteraient le nombre de travailleurs ou les conditions d'emploi de la Société absorbée ou de la Société absorbante, ne sont pas prévus ou connus au moment de la signature des présentes.

Dans la Société absorbée toutefois, les membres du conseil de direction démissionneront de leur fonction à la date ou la fusion prendra effet.

4. Date de la fusion sur le plan comptable (Directive 5 (f) art DCA 137a 1 (6) et art. 262 2 e)

Les sociétés fusionnantes seront fusionnées, du point de vue comptable, au 31 octobre 2008, date à partir de laquelle tous les droits et obligations de la Société absorbée sont censées pour les besoins comptables et fiscaux, transférés à la Société absorbante.

5. Droits des détenteurs spéciaux (Directive 5 (g) art. DCA 134a 1 (7) et art. 262 f.)

Les sociétés fusionnantes n'ont pas émis des droits conférant à leurs détenteurs des droits spéciaux ou à des détenteurs des titres autres que des actions représentatives du capital social de la société ou d'autres droits spéciaux donnant droit à des actions y compris des droits d'options.

6. Avantages et droits particuliers (Directive 5(h) art.; DCA 137a:1 (8); et art. 262 (2) g)

Aucun avantage ou droit spécial est conféré aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des sociétés qui fusionnent. Les surveillants et les experts indépendants des sociétés fusionnantes recevront une rémunération sur base d'une facture en conformité des usages d'affaires.

7. Statuts de la Société absorbante (Directive 5(i) art.; DCA 137a:1 (9))

La fusion n'entraîne aucune modification des statuts de la société absorbante.

Les statuts de la société absorbante dans leur forme actuelle au moment de la signature des conditions du projet restent attachés comme ANNEXE 1.

8. Evaluation des actifs et passifs de la société absorbée (Directive 5(k) art.; DCA 137a:1 (11))

La Société absorbée était fondée le 13 avril 2007.

La situation financière avec annexes de la société absorbée couvrant la période du 13 avril au 31 décembre 2007 forment ANNEXE 2 et les comptes intérimaires pour la période du 1^{er} janvier au 31 octobre 2008 restent annexés à titre d'ANNEXE 3. Les comptes ont été préparés en conformité avec les lois comptables danoises et les principes comptables généralement admis.

Les situations financières avec appendixes de la Société absorbante couvrant la période du 1^{er} octobre 2007 au 30 septembre 2008 forment ANNEXE 4 et les comptes intérimaires pour la période du 1^{er} octobre au 31 octobre 2008 restent annexés à titre d'ANNEXE 5. Ces comptes ont été préparés en conformité avec les lois comptables luxembourgeoises et les principes comptables généralement acceptés.

Ces situations financières sont à la disposition des actionnaires et des créanciers et travailleurs des sociétés qui fusionnent à leurs sièges respectifs.

9. La date des comptes des sociétés fusionnantes utilisées comme base de la fusion (Directive 5(l) art.; DCA 137a:1 (12))

La date des comptes utilisée comme base de la fusion pour la Société absorbée est celle du 31 octobre 2008.

La date des comptes utilisée comme base de la fusion pour la Société absorbante est celle du 31 octobre 2008.

10. Rapport du Conseil d'Administration / de direction (Directive 7; DCA 134b et 137b, art. 265)

Un rapport spécial du conseil d'administration/conseil de direction des sociétés fusionnantes, a été signé à la même date que le projet de fusion. Ce rapport est à la disposition des actionnaires, créanciers et employé(e)s aux sièges sociaux des sociétés fusionnantes, dont l'adresse est indiquée sub 1 du présent projet de fusion.

Les droits des créanciers de la société absorbante sont déterminés par l'article 268 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés. Les créanciers de la Société absorbante dont la créance est antérieure à la date de la publication des actes constatant la fusion, peuvent dans les 2 mois de cette publication, demander au magistrat présidant la Chambre du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues au cas où l'opération de fusion réduirait le gage de ces créanciers. Des informations exhaustives sur ces modalités peuvent être obtenues sans frais au siège social de la Société absorbante plus amplement spécifiés sous le point 1 du présent projet de fusion.

Comme indiqué dans le rapport de fusion, les créanciers de la Société absorbée sont protégés par les dispositions de DCA. Dans un rapport d'un expert indépendant daté du 7 novembre 2008 émis par BDO ScanRevision en conformité avec DCA 134 - 4, il est déclaré que les créances des créanciers de la Société absorbée sont considérées comme suffisamment garanties après la fusion.

Le présent projet de fusion devient définitif seulement après avoir été approuvé par les assemblées générales des sociétés fusionnantes, lesquelles ne pourront se tenir que 4 semaines après la publication du projet de fusion au Danemark et un mois après la publication du projet de fusion au Grand-Duché de Luxembourg, en conformité avec la loi applicable.

11. Langues

Les langues officielles du présent projet de fusion sont la langue danoise et la langue française. La langue anglaise n'existe que pour des besoins d'information.

12. Contrepartie

Ce projet de fusion a été exécuté et signé en 4 exemplaires étant identiques dans leurs langues, une pour la société absorbante, une pour la société absorbée et deux pour les autorités compétentes au Grand-Duché de Luxembourg et au Danemark mentionnées au présent projet sub 1.

Det øverste ledelsesorgan i de implicerede selskaber, dvs. Bestyrelsen i Amalthee S.A. og Direktionen i LC Investment ApS opretter herved denne plan for fusionen mellem Amalthee S.A. som det fortsættende selskab ("det Fortsættende Selskab") og LC Investment ApS som det ophørende selskab ("det Ophørende Selskab").

(Det Fortsættende Selskab og det Ophørende Selskab herefter tilsammen kaldet "de Fusionerende Selskaber".)

Fusionen skal gennemføres i overensstemmelse med og på grundlag af Europa-Parlamentets og Rådets Direktiv 2005/56/EF af 26. oktober 2005 ("Direktivet").

Det luxembourgske selskabsretlige grundlag for fusionen udgøres af Direktivet og for så vidt angår det Fortsættende Selskab af artikel 257 og den luxembourgske selskabslov af 19. august 1915 med senere ændringer ("LLAW"). Det danske selskabsretlige grundlag for fusionen udgøres af Direktivet og den danske aktieselskabslovs kap. 15 og 15 A (lovbekendtgørelse nr. 649 af 15. juni 2006) ("A/S-loven"), jf. den danske anpartsselskabslovs kap. 10 A.

1. Oplysninger om de Fusionerende Selskaber (Direktivets artikel 5(a), A/S-lovens § 137a, stk. 1, litra 1, LLAW artikel 261 2 a)

Det Fortsættende Selskab

Det Fortsættende Selskab er Amalthee S.A., et luxembourgsk "société anonyme" registreret i Registrar of Commerce, under nr. B 122.864.

Det nuværende hjemsted for det Fortsættende Selskab er: L-1724 Luxembourg, 11A, bld. du Prince Henri.

Det Ophørende Selskab

Det Ophørende Selskab er LC Investment ApS, et dansk anpartsselskab registreret i Erhvervs- og Selskabsstyrelsen, CVR nr. 30501349.

Det nuværende hjemsted for det Ophørende Selskab er: Frederiksgade 21, 1. 1265 København K, Danmark.

Det Fortsættende Selskab og det Ophørende Selskab er begge underlagt selskabsbeskatning i deres respektive hjemlande.

2. Fusionsvederlag (Direktivets artikel 5(b), AIS-lovens § 137a, stk. 1, litra 2, LLAW artikel 262 2 b, c og d)

Det Fortsættende Selskab ejer den samlede kapital i det Ophørende Selskab. Der betales som følge heraf ikke vederlag til anpartshaveren i det Ophørende Selskab.

Der vil ikke blive udstedt nye aktier i det Fortsættende Selskab, og der skal således ikke anføres nogen udstedelsesdato, nye aktiers rettigheder skal ikke angives, ingen udveksling af aktier i det Fortsættende Selskab mod aktier i det Ophørende Selskab skal finde sted, der skal ikke udregnes nogen kurs, og der skal ikke udpeges en vurderingsmand til at udarbejde vurderingsrapport hvad angår kurs. Fusionen vil indebære, at alle aktiver og passiver i det Ophørende Selskab overdrages til det Fortsættende Selskab. I det Ophørende Selskabs aktiver indgår nedennævnte faste ejendom:

En ejendom beliggende Six Fours les Plages (VAR),

285 Impasse des Valériannes (tidligere Montée de la Calade n^o 273), Section CC, nr. 28, Impasse des Valérianes, 24a04ca, en bygget ejendom indeholdende:

- et beboelseshus bestående af:
- stueetage; entré, separat køkken, tre værelser, dagligstue med pejs, [toilet med bruser], glasveranda,
- første sal: badeværelse,
- separat bygning med et værelse samt badeværelse,
- swimmingpool.

De samlede ejendomme er registreret under følgende matrikelnumre:

Sektion, Nr, Adresse, Areal

CC, 28, Imp des Valériannes, 24a04ca

Ovennævnte ejendom er behæftet med følgende pantehæftelser, pantprivilegier og rettigheder i henhold til kendelser/ beslutninger:

et aftalebestemt pant i overensstemmelse med notardokumentet med en hovedstol på 800.000 EUR.

Når fusionen er gennemført, vil den nye ejer af den nævnte faste ejendom skulle indføres i det officielle register (Conservateur des Hypothèques) hvor ejendommen er beliggende. Det Ophørende Selskabs aktier vil blive annulleret, og det Ophørende Selskab vil blive opløst uden likvidation i forbindelse med fusionen.

3. Fusionens sandsynlige følger for beskæftigelsen (Direktivets artikel 5(d), AIS-lovens § 137a, stk. 1, litra 4)

Der er ingen ansatte i de Fusionerende Selskaber ud over de nedenfor anførte direktører i det Ophørende Selskab.

Der er ikke på tidspunktet for underskrivelsen af fusionsplanen planlagt eller kendskab til nogen ansættelser eller andre tiltag, som vil indvirke på antallet af ansatte eller ansættelsesvilkårene i det Ophørende Selskab eller i det Fortsættende Selskab.

I det Ophørende Selskab vil direktionens medlemmer dog fratræde deres stillinger ved fusionens gennemførelse.

4. Det regnskabsmæssige fusionstidspunkt (Direktivets artikel 5(f), AIS-lovens § 137a, stk. 1, litra 6, LLAW artikel 262 2 e)

De Fusionerende Selskaber fusioneres med regnskabsmæssig virkning fra 31. oktober 2008, fra hvilket tidspunkt det Ophørende Selskabs rettigheder og forpligtelser regnskabsmæssigt og skattemæssigt skal anses for overgået til det Fortsættende Selskab.

5. Rettigheder tilsikret selskabsdeltagere med særlige rettigheder (Direktivets artikel 5(g), AIS-loven § 137a, stk. 1, litra 7, LLAW artikel 262 f)

De Fusionerende Selskaber har ikke indrømmet nogen rettigheder til selskabsdeltagere med særlige rettigheder eller til indehavere af andre værdipapirer end aktier/anpartar eller andre særlige rettigheder, der giver ret til aktier/anpartar, herunder optionsrettigheder.

6. Særlige fordele og rettigheder (Direktivets artikel 5(h), AIS-lovens § 137a, stk. 1, litra 8), LLAW artikel. 262(2) g)

Der er ikke indrømmet særlige fordele eller rettigheder til medlemmerne af de Fusionerende Selskabers administrations-, ledelses-, tilsyns- eller kontrolorganer. Vederlæggelsen af de Fusionerende Selskabers revisorer og uafhængige eksperter skal ske i henhold til faktura som led i den normale virksomhed.

7. Vedtægter for det Fortsættende Selskab (Direktivets artikel 5(i), AIS-loven § 137a, stk. 1, litra 9)

Det er ikke som følge af fusionen nødvendigt at ændre vedtægterne for det Fortsættende Selskab.

De eksisterende vedtægter for det Fortsættende Selskab på tidspunktet for underskrivelse af denne fusionsplan er vedhæftet som BILAG 1.

8. Værdiansættelse af det Ophørende Selskabs aktiver og passiver (Direktivets artikel 5(k), A/S-loven § 137a, stk. 1, litra 11)

Det Ophørende Selskab er stiftet 13. april 2007.

Det Ophørende Selskabs årsregnskab med bilag for perioden 13. april 2007 - 31. december 2007 er vedhæftet som BILAG 2, og det Ophørende Selskabs mellembalance for perioden 1. januar - 31. oktober 2008 er vedhæftet som BILAG 3. Regnskaberne er udarbejdet i overensstemmelse med dansk regnskabslovgivning og almindeligt anerkendte regnskabsprincipper.

Det Fortsættende Selskabs årsregnskab med bilag for perioden 1. oktober 2007 - 30. september 2008 er vedhæftet som BILAG 4, og det Fortsættende Selskabs mellembalance for perioden 1. oktober - 31. oktober 2008 er vedhæftet som BILAG 5. Regnskaberne er udarbejdet i overensstemmelse med luxembourgsk regnskabslovgivning og almindeligt anerkendte regnskabsprincipper.

Regnskaberne er fremlagt til eftersyn for anpartshaverne, kreditorerne og medarbejderne på de Fusionerende Selskabers kontorer.

9. Datoen for de Fusionerende Selskabers regnskaber anvendt som grundlag for fusionen (Direktivets artikel 5(l), A/S-loven § 137a, stk. 1, litra 12)

Balancedatoen for det Ophørende Selskabs regnskab anvendt som grundlag for fusionen er 31. oktober 2008.

Balancedatoen for det Fortsættende Selskabs regnskab anvendt som grundlag for fusionen er 31. oktober 2008.

10. Bestyrelsens / Direktionens redegørelse (Direktivets artikel 7, A/S-lovens § 134b og § 137b, LLAW artikel 265)

En af Bestyrelsen / Direktionen i de Fusionerende Selskaber udarbejdet redegørelse underskrives på datoen for underskrivelsen af denne Fusionsplan. Fusionsredegørelsen er tilgængelig for gennemsyn for aktionærer, kreditorer og medarbejdere på hver af de Fusionerende Selskabers registrerede kontorer på de under pkt. 1 ovenfor nævnte adresser.

Det Fortsættende Selskabs kreditorers rettigheder følger af § 268 i Luxembourgs selskabslovgivning. Det Fortsættende Selskabs kreditorer, hvis krav ligger forud for offentliggørelsen af de dokumenter, hvori fusionen vedtages, har ret til inden 2 måneder efter offentliggørelsen at anmode retsformanden for den afdeling ved retten i Luxembourg, der behandler erhvervsretlige sager om ved hastesags behandling at stille sikkerhed for sådanne krav, forfaldne som uforfaldne, for det tilfælde, at fusionen vil forringe disse kreditorers sikkerhed for at blive fyldestgjort. Yderligere detaljerede oplysninger kan indhentes uden omkostninger på det Fortsættende Selskabs kontor som anført under punkt 1 af nærværende fusionsplan.

Som anført i fusionsredegørelsen beskyttes kreditorerne i det Ophørende Selskab af A/S-lovens bestemmelser. I en uvildig vurderingsmands erklæring dateret den 7. november 2008 udarbejdet af BDO ScanRevision i overensstemmelse med A/S-lovens § 134c, stk. 4, anføres det, at kreditorerne i det Ophørende Selskab antages at være tilstrækkeligt sikrede efter fusionen.

Nærværende fusionsplan skal godkendes af de Fusionerende Selskabers generalforsamlinger, som tidligst kan afholdes 4 uger efter offentliggørelse af fusionsplanen i Danmark og 1 måned efter offentliggørelsen i Luxembourg i overensstemmelse med gældende lov.

11. Førrang

De officielle sprog for denne fusionsplan er henholdsvis dansk og fransk. Den engelsksprogede kolonne er alene til orientering.

12. Eksemplarer

Denne Fusionsplan er underskrevet i fire (4) enslydende eksemplarer, hvoraf henholdsvis det Fortsættende Selskab og det Ophørende Selskab hver får et (1) eksemplar og to (2) eksemplarer er til brug for de under pkt. 1 ovenfor nævnte relevante myndigheder i henholdsvis Luxembourg og Danmark.

The highest managerial body in the companies involved, i.e. the Board of Directors of Amalthee S.A. and the Board of Management of LC Investment ApS hereby establish this plan for the merger between Amalthee S.A. as the continuing company ("the Continuing Company") and LC Investment ApS as the discontinuing company ("the Discontinuing Company").

(The Continuing Company and the Discontinuing Company hereinafter collectively referred to as "the Merging Companies".)

The merger is to be carried out in accordance with and on the basis of Directive 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council (the "Directive").

The Luxembourg corporate law basis for the merger is the Directive and with respect to the Continuing Company, the articles 257 and following of Luxembourg Company law of August 19, 1915 as amended ("LLAW"). The Danish corporate law basis for the merger is the Directive and the provisions of chapter 15 and 15 A of the Danish Companies Act (649/2006) ("DCA"), cf. chapter 10 A of the Danish Private Company Act.

1. *Information of the Merging Companies (Directive 5(a) art.; DCA 137a:1 (1); LLAW art. 261 2 a)*

The Continuing Company

The Continuing Company is Amalthee S.A., a Luxembourg "société anonyme", registered into the Registrar of Commerce and Companies of Luxembourg B n ° 122.864.

The registered address for the continuing Company is at present in L-1724 Luxembourg, 11A, bld. du Prince Henri.

The Discontinuing Company

The Discontinuing Company is LC Investment ApS, a Danish private limited company registered in the Danish Commerce and Companies Agency, Company No. 30501349.

The registered address for the Discounting Company is at present: Frederiksgade 21, 1. DK-1265 Copenhagen, Denmark.

The Continuing Company and the Discontinuing Company are both subject to the corporate income tax in their respective country of residence.

2. *Merger consideration (Directive 5(b) art.; DCA 137a:1 (2); LLAW art. 262 2. b. c and d.)*

The Continuing Company owns the entire share capital of the Discontinuing Company. As a consequence, there will be no consideration to the shareholder of the Discontinuing Company.

No new shares will be issued by the Continuing Company, so no further indication of the date of issue and the rights of the new shares is to be indicated, no exchange of shares of the Continuing Company against shares of the Discontinuing Company will occur, no rate of exchange has to be calculated and no expert nominated in order to do a report on exchange rate. The merger will have as consequence that all assets and liabilities of the Discontinuing Company will be transferred to the Continuing Company. In the assets of the Discontinuing Company are comprised the following real estate:

A real property situated in Six Fours les Plages (VAR),

285 Impasse des Valériannes, (formerly Montée de la Calade n ° 273)

Section CC, number 28, locality Impasse des Valérianes area 24a04ca, a built property comprising:

- a villa for living purposes comprising:
- on the ground floor: main entrance, separate kitchen, three rooms, one lounge-living room with fireplace, one shower room, W.C., sun room,
- on the first floor: bathroom,
- a separate building with one bedroom, one bathroom,
- swimming-pool.

The whole being registered under the following references:

Section, N ° , Address, Surface

CC, 28, Imp des Valériannes, 24a04ca

The above mentioned real estate is charged with the following mortgages/or and liens/ and or resolutions rights: a conventional mortgage pursuant to a contractual deed up to an amount of EUR 800,000 in principal.

When the merger becomes effective, the new owner of the real estate will have to be transcribed in the official register of real estates held with the Conservateur des Hypothèques of the lieu of location of the real estate. The shares of the Discontinuing Company will be cancelled and the Discontinuing company will disappear without liquidation through the merger.

3. *Likely repercussions of the merger on employment (Directive 5(d) art.; DCA 137a: 1 (4))*

There are no employees in the Merging Companies except from the managers of the Discontinuing Company mentioned below.

No employee appointments or other measures affecting the number of employees or employment conditions in the Discontinuing Company or in the Continuing Company have been planned or are known at the moment of signing of the terms.

In the Discontinuing Company, the members of the Board of Management will, however, resign their positions at the date on which the merger takes effect.

4. *Merger date for accounting purposes (Directive 5(f) art.; DCA 137a:1 (6); LLAW art. 262 2 e)*

The Merging Companies shall be merged with effect for accounting purposes from 31 October 2008 from which date all rights and obligations of the Discontinuing Company for accounting and tax purposes are deemed to have been transferred to the Continuing Company.

5. Rights of holders of specific rights (Directive 5(g) art.; DCA 137a:1 (7); LLAW art. 262 f)

The Merging Companies have not issued any rights conferred on holders enjoying special rights, or on holders of securities other than shares representing the company capital or any other special rights entitling to shares, including option rights.

6. Special advantages and rights (Directive 5(h) art.; DCA 137a:1 (8); LLAW art. 262 (2) g)

No special advantages and rights are conferred to members of the administrative, management, supervisory or controlling bodies of the Merging Companies. The auditors and the independent experts of the Merging Companies shall be paid remuneration based on an invoice in due course of business.

7. Articles of Association of the Continuing Company (Directive 5(i) art.; DCA 137a:1 (9))

The merger does not require any amendments in the Articles of Association of the Continuing Company.

The Articles of Association of the Continuing Company in the form as they are at the moment of signing of these terms are attached as APPENDIX 1.

8. Evaluation of the assets and liabilities of the Discontinuing Company (Directive 5(k) art.; DCA 137a:1 (11))

The Discontinuing Company was established on 13 April 2007.

The financial statements with appendixes of the Discontinuing Company covering the period 13 April 2007 - 31 December 2007, is attached as APPENDIX 2, and intermediate accounts for the period 1 January - 31 October 2008, is attached as APPENDIX 3. The accounts have been prepared according to Danish accounting legislation and generally accepted accounting principles.

The financial statements with appendixes of the Continuing Company covering the period 1 October 2007 - 30 September 2008, are attached as APPENDIX 4, and intermediate accounts for the period 1 October - 31 October 2008, are attached as APPENDIX 5. The accounts have been prepared according to Luxembourg accounting legislation and generally accepted accounting principles.

Those financial statements are at the disposal of the shareholders and of the creditors and employees of the Merging Companies on their respective registered offices.

9. The date of Accounts of the Merging Companies as the basis for the merger (Directive 5(l) art; DCA 137a:1 (12))

The balance sheet date of the accounts forming the basis for the merger of the Discontinuing Company's accounts is the 31 October 2008.

The balance sheet date of the accounts forming the basis for the merger of the Continuing Company's accounts is 31 October 2008.

10. Report from the board of directors / the board of management (Directive 7; DCA 134b and 137b; LLAW art. 265)

A separate report of the Board of Directors / the Board of Management of the Merging Companies has been signed on the same day as these Terms. The Report is available for shareholders, creditors and employees in the registered offices of the Merging Companies the addresses of which are stated in item 1 of these Terms.

The rights of the creditors of the Continuing Company are determined by article 268 of Luxembourg Company Law. The creditors of the Continuing Company whose claims are dated prior to the date of publication of the deeds deciding the merger have within 2 months of said publication, the right to ask the magistrate presiding the commercial chamber of the Circuit Court in Luxembourg as an urgent matter to issue guarantees in respect of claims due or not due, in case the operation was to reduce their guaranty of reimbursement. Further detailed information can be obtained without costs at the registered office of the Continuing Company indicated under 1. of the present merger draft.

As stated in the merger report the creditors of the Discontinuing Company are protected by the provisions of the DCA. In an independent expert's statement dated 7 November 2008 issued by BDO ScanRevision in accordance with DCA 134c:4, it is stated that the claims of the creditors in Discontinuing Company are expected to be sufficiently secured after the merger.

The present merger draft becomes effective only after it has been approved by the general meetings of the Merging Companies, that can only be held 4 weeks after this merger plan has been published in Denmark and 1 month after this merger plan has been published in Luxembourg, in conformity with the relevant laws.

11. Prevailing languages

The official languages of these terms are Danish and French, respectively. The English column is for information purposes only.

12. Counterparts

These Terms have been executed and signed in four (4) identical counterparts being identical in wording, one (1) of which for the Continuing Company, one (1) of which for the Discontinuing Company and two (2) for the competent authorities in Luxembourg and Denmark stated under item 1 of these Terms.

Le conseil d'administration / Bestyrelsen for / The Board of Directors of the Continuing Company

Thierry Fleming / Claude Schmitz / Guy Hornick

*Le conseil de direction de / Direktionen for / The Management Board of the Discontinuing Company
Jørgen Kvist Hansen / Daniel Arthur Reece / Mathieu Vincent Henri-François Pouletty*

Annexes

- 1 Statuts de la Société absorbante
- 2 Comptes de la Société absorbée au 31 décembre 2007
- 3 Situation interimaire de la Société absorbée pour la période du 1^{er} janvier au 31 octobre 2008
- 4 Comptes de la Société absorbante au 30 septembre 2008
- 5 Situation interimaire de la Société absorbante pour la période du 1^{er} octobre au 31 octobre 2008

Bilag

- 1 Vedtægter for det Fortsættende Selskab
- 2 Årsregnskab pr. 31. december 2007 for det Ophørende Selskab
- 3 Mellembalance for perioden 1. januar - 31. oktober 2008 for det Ophørende Selskab
- 4 Årsregnskab pr. 30. september 2008 for det Fortsættende Selskab
- 5 Mellembalance for perioden 1. oktober - 31. oktober 2008 for det Fortsættende Selskab

Appendices

- 1 Articles of Association of the Continuing Company
- 2 Accounts of the Discontinuing Company per 31 December 2007.
- 3 Intermediate accounts of the Discontinuing Company for the period 1 January - 31 October 2008
- 4 Accounts of the Continuing Company per 30 September 2008
- 5 Intermediate accounts of the Continuing Company for the period 1 October - 31 October 2008

Rapport de fusion / Fusionsredegørelse / Merger report

13 November 2008

Pour la fusion entre / For fusionen mellem / For the merger between

LC Investment ApS

CVR-nr. / CVR No. 30501349

Frederiksgade 21, 1

1265 København K

et/ og / and

Amalthee S.A.

RCS Luxembourg B n ° 122.864

11A, bld. Prince Henri

Luxembourg

Le conseil d'administration d'Amalthee S.A. et le conseil de direction de LC Investment ApS établissent par les présentes le projet de fusion entre Amalthee S.A. comme société absorbante («la Société absorbante») et LC Investment ApS comme société absorbée («la Société absorbée»).

(La Société absorbante et la Société absorbée, ci-après dénommée collectivement «les sociétés fusionnantes».)

La fusion sera opérée sur base de la directive 2005/56/EC du Parlement Européen et du Conseil (la "Directive").

La base de la loi luxembourgeoise sur les sociétés pour les fusions est la Directive et pour la société absorbante, les articles 257 et suivants de la loi luxembourgeoise sur les sociétés du 10 août 1915 telle que modifiée ("LLAW"). La loi danoise sur les sociétés pour les fusions est la directive et les dispositions du chapitre 15 et 15A de la loi danoise sur les sociétés (649/2006) ("DCA") cf. Chapitre 10A du Danish Private Company Act.

Les conseils d'administration / Conseil de direction (selon le cas) de chaque société fusionnante sont invités à émettre un rapport de direction dans le cadre de la présente fusion. Cependant, les conseils d'administration / Conseil de direction des Sociétés Fusionnantes émettront des rapports de direction identiques; Ainsi, ces rapports ont été annexés aux présentes («Le Rapport»).

1 Les Sociétés Fusionnantes

Les Sociétés Fusionnantes appartiennent au même groupe de sociétés de telle sorte que la Société absorbante détient 100% du capital de la Société absorbée.

2 Aspects légaux et économiques de la fusion

La fusion est réalisée au Luxembourg, lorsque sont intervenues les décisions concordantes au sein des sociétés fusionnantes. Elle prendra effet à l'égard des tiers par la publication, laquelle interviendra après l'enregistrement auprès du

Registre du Commerce et des Sociétés luxembourgeois. A compter de cette date, tous les droits et obligations de la Société absorbée seront transférés à la Société absorbante et la Société absorbée cessera d'exister.

Les engagements de la Société absorbée seront considérés d'un point de vue comptable comme ayant été ceux de la Société absorbante à compter du 31 octobre 2008.

3 Conséquences de la fusion pour les actionnaires des sociétés fusionnantes

La Société absorbée cessera d'exister lorsque la fusion deviendra juridiquement effective.

Aucune contrepartie ne sera attribuée à l'actionnaire de la Société absorbée.

4 Conséquences de la fusion pour les créanciers des Sociétés Fusionnantes

Les créanciers de la Société Absorbante sont protégés par les dispositions de la loi luxembourgeoise, plus spécialement de l'article 268.

Les droits des créanciers de la société absorbante sont déterminés par l'article 268 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés. Les créanciers de la Société absorbante dont la créance est antérieure à la date de la publication des actes constatant la fusion, peuvent dans les 2 mois de cette publication, demander au magistrat président la Chambre du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues au cas où l'opération de fusion réduirait le gage de ces créanciers. Des informations exhaustives sur ces modalités peuvent être obtenues sans frais au siège social de la Société absorbante plus amplement spécifiés sous le point 1 du projet de fusion.

Les créanciers de la Société absorbée sont protégés par les dispositions de la loi sur les sociétés danoises («DCA»). Dans un rapport d'expert indépendant daté du 7 novembre 2008 émis par BDO ScanRevision conformément à l'article 134c:4, il est établi que les créances des créanciers de la Société absorbée sont suffisamment garanties après la fusion.

Lorsque la fusion deviendra juridiquement effective, la Société absorbante prendra à sa charge les engagements de la Société absorbée et sera pleinement responsable de l'exécution de ses engagements.

5 Conséquences de la fusion sur les employés des sociétés fusionnantes

La société absorbée n'a pas de salariés outre les membres du conseil de direction au jour de la signature des présentes. Les membres du conseil de direction démissionneront de leur fonction à la date où la fusion prendra effet.

Les droits et obligations de la Société absorbante issus des contrats de travail ou de relation de travail et existant à la date où la fusion prendra effet ne seront pas affectés par la fusion.

A ce jour il n'existe aucun engagement ou autre mesure affectant le nombre ou les conditions des employés en lien avec la fusion.

Bestyrelsen i Amalthee S.A. og Direktionen i LC Investment ApS opretter herved denne fusionsredegørelse for fusionen mellem Amalthee S.A. som det fortsættende selskab ("det Fortsættende Selskab") og LC Investment ApS som det ophørende selskab ("det Ophørende Selskab").

(Det Fortsættende Selskab og det Ophørende Selskab herefter tilsammen kaldet "de Fusionerende Selskaber".)

Fusionen skal gennemføres i overensstemmelse med og på grundlag af Europa-Parlamentets og Rådets Direktiv 2005/56/EF af 26. oktober 2005 ("Direktivet").

Det luxembourgske selskabsretlige grundlag for fusionen udgøres af Direktivet og for så vidt angår det Fortsættende Selskab af artikel 257 og den luxembourgske selskabslov af 19. august 1915 med senere ændringer ("LLAW"). Det danske selskabsretlige grundlag for fusionen udgøres af Direktivet og den danske aktieselskabslovs kap. 15 og 15 A (lovbekendtgørelse nr. 649 af 15. juni 2006) ("A/S-loven"), jf. den danske anpartsselskabslovs kap. 10 A.

Bestyrelsen / Direktionen i hver af de Fusionerende Selskaber er forpligtet til at udarbejde en skriftlig redegørelse om den foreslåede fusion. Idet Bestyrelsens / Direktionens redegørelse for hver af de Fusionerende Selskaber vil være enslydende, er disse redegørelser samlet i denne fælles redegørelse ("Fusionsredegørelse").

1 De Fusionerende Selskaber

De Fusionerende Selskaber er koncernforbundne, idet det Fortsættende Selskab ejer hele anpartskapitalen i det Ophørende Selskab.

2 Fusionens juridiske og økonomiske aspekter

Fusionen er gennemført i Luxembourg, når overensstemmende beslutninger er truffet af de Fusionerende Selskaber. Den har virkning over for tredjemand, når den er offentliggjort, hvilket sker, når den er registreret hos registreringsmyndigheden i Luxembourg (le "Registre du Commerce et des Sociétés"). Samtlige det Ophørende Selskabs aktiver og forpligtelser vil med virkning fra denne dato overgå til det Fortsættende Selskab, og det Ophørende Selskab vil ophøre.

Det Ophørende Selskabs dispositioner anses regnskabsmæssigt for foretaget for det Fortsættende Selskab pr. 31. oktober 2008.

3 Fusionens virkning for aktionærerne i de Fusionerende Selskaber

Det Ophørende Selskab ophører med at eksistere ved fusionens endelige gennemførelse.

Der skal ikke betales vederlag til anpartshaveren i det Ophørende Selskab.

4 Fusionens virkning for de Fusionerende Selskabers kreditorer

Kreditorerne i det Fortsættende Selskab beskyttes af bestemmelserne i den luxembourgske selskabslovgivning nærmere bestemt artikel 268.

Det Fortsættende Selskabs kreditorers rettigheder følger af § 268 i Luxembourg's selskabslovgivning. Det Fortsættende Selskabs kreditorer, hvis krav ligger forud for offentliggørelsen af de dokumenter, hvori fusionen vedtages, har ret til inden 2 måneder efter offentliggørelsen at anmode retsformanden for den afdeling ved retten i Luxembourg, der behandler erhvervsretlige sager om ved hastesags behandling at stille sikkerhed for sådanne krav, forfaldne som uforfaldne, for det tilfælde, at fusionen vil forringe disse kreditorers sikkerhed for at blive fyldestgjort. Yderligere detaljerede oplysninger kan indhentes uden omkostninger på det Fortsættende Selskabs kontor som anført under punkt 1 i fusionsplanen.

Kreditorerne i det Ophørende Selskab beskyttes af A/S-lovens bestemmelser. I en uvildig vurderingsmands erklæring dateret den 7. november 2008 udarbejdet af BDO ScanRevision i overensstemmelse med A/S-lovens § 134c, stk. 4, anføres det, at kreditorerne i det Ophørende Selskab antages at være tilstrækkeligt sikrede efter fusionen.

Ved fusionens endelige gennemførelse overtager det Fortsættende Selskab det Ophørende Selskabs gældsforpligtelser og hæfter herefter for betalingen af disse gældsforpligtelser.

5 Fusionens følger for medarbejderne i de Fusionerende Selskaber

Foruden direktionens medlemmer har det Ophørende Selskab ingen ansatte på tidspunktet for underskrivelsen af fusionsplanen.

Direktionens medlemmer vil fratræde deres stillinger ved fusionens gennemførelse.

Det Fortsættende Selskabs rettigheder og forpligtelser i henhold til ansættelseskontrakter eller i forbindelse med ansættelsesforhold på datoen for fusionens endelige gennemførelse, vil ikke blive påvirket af fusionens gennemførelse.

Der er ikke i forbindelse med fusionen planlagt nogen ansættelser eller andre tiltag, som kan indvirke på antallet af ansatte eller ansættelsesforholdene i det Fortsættende Selskab.

The Board of Directors of Amalthee S.A. and the Board of Management of LC Investment ApS hereby establishes this plan for the merger between Amalthee S.A. as the continuing company ("the Continuing Company") and LC Investment ApS as the discontinuing company ("the Discontinuing Company").

(The Continuing Company and the Discontinuing Company hereinafter collectively referred to as "the Merging Companies".)

The merger is to be carried out in accordance with and on the basis of Directive 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council (the "Directive").

The Luxembourg corporate law basis for the merger is the Directive and with respect to the Continuing Company, the articles 257 and following of Luxembourg Company Law of August 19, 1915 as amended ("LLAW"). The Danish corporate law basis for the merger is the Directive and the provisions of chapter 15 and 15 A of the Danish Companies Act (649/2006) ("DCA"), cf. chapter 10A of the Danish Private Company Act.

The Boards of Directors / Board of Management (as the case may be) in each of the Merging Companies are required to issue a separate report of the management regarding the proposed merger. However, the Boards of Directors / Board of Management of the Merging Companies will issue identical reports of the management; as a result these reports have been consolidated in this joint report ("Report").

1 The Merging Companies

The Merging Companies belong to the same group of companies as the Continuing Company owns the entire share capital of the Discontinuing Company.

2 Legal and economic aspects of the merger

The merger is realized in Luxembourg when the congruent decisions have been taken by the Merging Companies. It takes effect vis-a-vis third parties by its publication that occurs after it has been registered with the Register of Commerce and Company in Luxembourg. As from that date all rights and liabilities of the Discontinuing Company will transfer to the Continuing Company and the Discontinuing Company ceases to exist.

The transactions of the Discontinuing Company will be treated for accounting purposes as being those of the Continuing Company as from 31 October 2008.

3 Implications of the merger for the shareholders of the Merging Companies

The Discontinuing Company ceases to exist when the merger becomes legally effective.

There will be no consideration to the shareholder of the Discontinuing Company.

4 Implications of the merger for the creditors of the Merging Companies

The creditors of the Continuing Company are protected by the provisions of the Luxembourg Law, in particular by article 268.

The rights of the creditors of the Continuing Company are determined by article 268 of Luxembourg Company Law. The creditors of the Continuing Company whose claims are dated prior to the date of publication of the deeds deciding the merger have within 2 months of said publication, the right to ask the magistrate presiding the commercial chamber

of the Circuit Court in Luxembourg as an urgent matter to issue guarantees in respect of claims due or not due, in case the operation was to reduce their guaranty of reimbursement. Further detailed information can be obtained without costs at the registered office of the Continuing Company indicated under 1. of the merger plan.

The creditors of the Discontinuing Company are protected by the provisions of the DCA. In an independent expert's statement dated on 7 November 2008 issued by BDO ScanRevision in accordance with DCA 134c:4, it is stated that the claims of the creditors in Discontinuing Company are expected to be sufficiently secured after the merger.

When the merger becomes legally effective, the Continuing Company will take over the liabilities of the Discontinuing Company and be fully liable for the payment of the liabilities.

5 Implications of the merger for the employees of the Merging Companies

In addition to the members of the Board of Management, the Discontinuing Company does not have any employees at the time of signing of the merger plan.

The members of the Board of Management will resign their positions at the date on which the merger takes effect.

The rights and liabilities of the Continuing Company arising from contracts of employment or from employment relationships and existing at the date on which the merger takes effect, will not be affected by the merger.

No employee appointments or other measures affecting the number of employees or employment conditions have been planned in connection with the merger in of the Continuing Company.

Appendix 1.

AMALTHEE S.A., Société Anonyme

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, bvd. du Prince Henri

L'an deux mille six, le treize décembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- 1) Monsieur Claude SCHMITZ, Conseil Fiscal, domicilié professionnellement à Luxembourg, 5, bvd. de la Foire.
- 2) Monsieur Thierry FLEMING, Expert-Comptable, ici représenté par Monsieur Claude SCHMITZ, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 11 décembre 2006, laquelle restera annexée aux présentes.

Lesquels comparants, aux termes de la capacité avec laquelle ils agissent, ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter les statuts d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de "AMALTHEE S.A." (la "Société").

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui est le mieux placé pour le faire dans ces circonstances.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit dans les entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, en empruntant notamment avec ou sans garantie et en toutes monnaies, par voie d'émissions d'obligations qui pourront également être convertibles et/ou subordonnées et de bons en accordant des prêts ou garanties à des sociétés dans lesquelles la société détient une participation ou qui font partie du même groupe de sociétés que la société.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, financières et mobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptible d'en faciliter la réalisation.

Enfin, la société pourra acquérir, détenir, donner en location et/ou éventuellement construire tout bien immobilier sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Titre II. - Capital, Actions

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (EUR 31.000,-) représenté trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital social pour le porter de son montant actuel de TRENTE ET UN MILLE EUROS (EUR 31.000,-) à DEUX MILLIONS CINQ CENT MILLE EUROS (EUR 2.500.000,-), par la création et l'émission de vingt-quatre mille six cent quatre-vingt-dix (24.690) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

En conséquence, le conseil d'administration est autorisé à:

- augmenter le capital social en une ou plusieurs fois, par tranches successives ou encore par émission continue d'actions pour la conversion d'obligations convertibles en actions représentant le capital social;

- supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires existants pour la conversion, dans les limites du capital autorisé, des obligations convertibles.

En aucun cas des actions fractionnées ne peuvent être émises lors de la conversion. Chaque fraction d'action à laquelle le détenteur de l'obligation convertible aurait droit, devra être arrondie vers le bas à l'action immédiatement inférieure.

De plus, le conseil d'administration est autorisé à offrir des obligations convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toute autre condition y ayant trait.

Ces autorisations sont valables pour une période de cinq ans à partir de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations des présents statuts.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée dans le cadre du capital autorisé, et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article sera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le conseil d'administration ou par toute autre personne qu'il aura mandatée à ses fins.

Le capital souscrit et le capital autorisé de la Société pourront être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts sauf que le droit préférentiel de souscription des actionnaires quant à l'émission d'actions nouvelles doit être respecté en toutes circonstances, même en cas d'apport en nature.

La Société pourra, aux termes et conditions prévus par la loi, racheter ses propres actions.

Titre III.- Administration

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant dépasser six années et en tout temps révocables par elle.

Le nombre des administrateurs, la durée de leur mandat et leurs émoluments sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

Le poste d'un administrateur sera vacant si:

Il démissionne de son poste avec préavis à la société, ou

Il cesse d'être administrateur par application d'une disposition légale ou il se voit interdit par la loi d'occuper le poste d'administrateur, ou

Il tombe en faillite ou fait un arrangement avec ses créanciers, ou

Il est révoqué par une résolution des actionnaires.

Dans les limites de la loi, chaque administrateur, présent ou passé, sera indemnisé sur les biens de la société en cas de perte ou de responsabilité l'affectant du fait de l'exercice, présent ou passé, de la fonction d'administrateur.

Art. 7. Le conseil d'administration pourra choisir un président parmi ses membres.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Les administrateurs pourront participer aux réunions du conseil d'administration par voie de conférence téléphonique ou de tout autre moyen de communication similaire permettant à chaque personne participant à la réunion de parler et d'entendre les autres personnes, et la participation à une telle réunion sera réputée constituer une présence en personne de l'administrateur en question, étant entendu que toutes les décisions prises par les administrateurs seront rédigées sous forme de résolutions.

Les résolutions signées par tous les membres du conseil d'administration ont la même valeur juridique que celles prises lors d'une réunion du conseil d'administration dûment convoqué à cet effet. Les signatures peuvent figurer sur un document unique ou sur différentes copies de la même résolution; elles peuvent être données par lettre, fax ou tout autre moyen de communication.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition conformément à l'objet social de la société,

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration. En particulier le conseil d'administration aura le pouvoir d'acquiescer des valeurs mobilières, des créances et d'autres avoirs de toute nature, d'émettre des obligations, de contracter des prêts, de constituer des sûretés sur les avoirs de la société et de conclure des contrats d'échanges sur devises et taux d'intérêt,

étant entendu que ces décisions devront être prises à la majorité par les administrateurs. Le conseil d'administration peut payer des acomptes sur dividendes en respectant les dispositions légales.

Art. 9. La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par la signature individuelle du président, à moins que des décisions spéciales concernant la signature autorisée en cas de délégation de pouvoirs n'aient été prises par le conseil d'administration conformément à l'article 10 des présents statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs, qui seront appelés administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la gestion de toutes les activités de la société ou d'une branche spéciale de celles-ci à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour l'accomplissement de tâches précises à un ou plusieurs mandataires, qui ne doivent pas nécessairement être membres du conseil d'administration ou actionnaires de la société.

Art. 11. Tous les litiges dans lesquels la société est impliquée comme demandeur ou comme défendeur, seront traités au nom de la société par le conseil d'administration, représenté par son président ou par l'administrateur délégué à cet effet.

Titre IV.- Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat qui ne peut excéder six années.

Titre V. - Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se tiendra au siège social, ou à l'endroit de la commune du siège social spécifié dans la convocation, le premier lundi du mois de décembre à 10.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale se tiendra le jour ouvrable suivant.

Titre VI.- Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale de la société commence le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre de chaque année.

Art. 15. L'excédant favorable du bilan, après déduction de toutes les charges de la société et des amortissements, constitue le bénéfice net de la société. Il est prélevé cinq pour cent (5%) du bénéfice net pour la constitution de la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais reprend son cours si, pour une cause quelconque, ladite réserve descend en dessous des dix pour cent du capital social.

Le reste du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII.- Dissolution, Liquidation

Art. 16. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires. Si la société est dissoute, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui détermine leurs pouvoirs et fixe leurs émoluments.

Titre VIII. - Dispositions générales

Art. 17. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent à la loi du 10 août 1915 et à la loi du 25 août 2006 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 30 septembre 2007.

La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2007.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été établis, les comparants déclarent souscrire l'intégralité du capital comme suit:

	Actions
1. M. Claude SCHMITZ, précité	200
2. M. Thierry FLEMING, précité	<u>110</u>
TOTAL	310

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare que les conditions prévues par l'article 26 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement, sont remplies.

136431

Frais

Le montant global des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, est évalué approximativement à mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit, se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:

Monsieur Thierry Fleming, Expert-Comptable, né à Luxembourg, le 24 juillet 1948, domicilié professionnellement à Luxembourg, 5, bvd. de la Foire.

Monsieur Claude Schmitz, Conseil Fiscal, né à Luxembourg, le 23 septembre 1955, domicilié professionnellement à Luxembourg, 5, bvd. de la Foire.

Monsieur Guy Hornick, Expert-Comptable, né à Luxembourg, le 29 mars 1951, domicilié professionnellement à Luxembourg, 5, bvd. de la Foire.

3. A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

La société AUDIEX S.A., avec siège social à Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 65.469.

4. Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes expirera après l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2012.

5. Le siège social de la société est fixé 11A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite aux comparants, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

CERTIFICAT DE DEBLOCAGE

Signature

Gérard LECUIT

Notaire

Appendix 2.

LC Investment ApS
CVR-NR. 30 50 13 49
CVR NO. 30 50 13 49

Årsrapport 2007 / Annual Report 2007

1. Regnskabsår / 1st Financial Year

Årsrapporten er fremlagt og godkendt på selskabets ordinære generalforsamling

The Annual Report has been presented and adopted at the Company's Annual General Meeting

20/6/2008

Signature

Dirigent / Chairman of the meeting

Selskabsoplysninger, Company Details

Selskabet, The Company:

LC Investment ApS, Frederiksgade 21,1., 1265 København K

CVR.: 30 50 13 49

Stiftet: 13. april 2007

Incorporated: 13 April 2007

Regnskabsår: 1. januar - 31. december

Financial year: 1 January - 31 December

Hjemstedskommune: København

Municipality of domicile: Copenhagen

Direktion, Management board:

Mr. Jørgen Kvist Hansen
Mr. Mathieu Vincent Pouletty
Mr. Daniel Arthur Reece

Revisor, Auditor:

BDO ScanRevision, Statsautoriseret revisionsaktieselskab, Havneholmen 29, 1561 København V

Ledelsespåtegning

Direktionen har dags dato aflagt og godkendt årsrapporten for regnskabsåret 13. april - 31. december 2007 for LC Investment ApS.

Årsrapporten er aflagt i overensstemmelse med årsregnskabsloven.

Vi anser den valgte regnskabspraksis for hensigtsmæssig, således at årsrapporten, efter vor opfattelse, giver et retvisende billede af selskabets aktiver og passiver, finansielle stilling samt resultat.

Årsrapporten indstilles til generalforsamlingens godkendelse.

Statement by Board of Management on the Annual Report

The Management Board has today considered and adopted the Annual Report of LC Investment ApS for the financial year 13 April -31 December 2007.

The Annual Report was prepared in accordance with the Danish Financial Statements Act.

We consider the accounting policies applied to be appropriate, and in our opinion, the Annual Report presents fairly, in all material respects, the assets, liabilities, financial position and results of operations.

We recommend that the annual report be adopted at the Annual General Meeting.

København, den 13. juni 2008 / Copenhagen, 13th June 2008.

Direktion / Management board

Mr. Jørgen Kvist Hansen / Mr. Mathieu Vincent Pouletty / Mr. Daniel Arthur Reece

Den uafhængige revisors påtegning

Til anpartshaverne i LC Investment ApS

Vi har revideret årsrapporten for LC Investment ApS for regnskabsåret 13. april - 31. december 2007, omfattende ledelsespåtegning, anvendt regnskabspraksis, resultatopgørelse, balance og noter.

Årsrapporten aflægges efter årsregnskabsloven.

Ledelsens ansvar for årsrapporten

Ledelsen har ansvaret for at udarbejde og aflægge en årsrapport, der giver et retvisende billede i overensstemmelse med årsregnskabsloven. Dette ansvar omfatter udformning, implementering og opretholdelse af interne kontroller, der er relevante for at udarbejde og aflægge en årsrapport, der giver et retvisende billede uden væsentlig fejlinformation, uanset om fejlinformationen skyldes besvigelser eller fejl, samt valg og anvendelse af en hensigtsmæssig regnskabspraksis og udøvelse af regnskabsmæssige skøn, som er rimelige efter omstændighederne.

Revisors ansvar og den udførte revision

Vort ansvar er at udtrykke en konklusion om årsrapporten på grundlag af vor revision. Vi har udført vor revision i overensstemmelse med danske revisionsstandarder. Disse standarder kræver, at vi lever op til etiske krav samt planlægger og udfører revisionen med henblik på at opnå høj grad af sikkerhed for, at årsrapporten ikke indeholder væsentlig fejlinformation.

En revision omfatter handlinger for at opnå revisionsbevis for de beløb og oplysninger, der er anført i årsrapporten. De valgte handlinger afhænger af revisors vurdering, herunder vurderingen af risikoen for væsentlig fejlinformation i årsrapporten, uanset om fejlinformationen skyldes besvigelser eller fejl. Ved risikovurderingen overvejer revisor interne kontroller, der er relevante for virksomhedens udarbejdelse og aflæggelse af en årsrapport, der giver et retvisende billede, med henblik på at udforme revisionshandling, der er passende efter omstændighederne, men ikke med det formål at udtrykke en konklusion om effektiviteten af virksomhedens interne kontrol. En revision omfatter endvidere stillingtagen til, om den af ledelsen anvendte regnskabspraksis er passende, om de af ledelsen udøvede regnskabsmæssige skøn er rimelige, samt en vurdering af den samlede præsentation af årsrapporten.

Det er vor opfattelse, at det opnåede revisionsbevis er tilstrækkeligt og egnet som grundlag for vor konklusion.

Revisionen har ikke givet anledning til forbehold.

Konklusion

Det er vor opfattelse, at årsrapporten giver et retvisende billede af selskabets aktiver, passiver og finansielle stilling pr. 31. december 2007 samt af resultatet af selskabets aktiviteter for regnskabsåret 13. april - 31. december 2007 i overensstemmelse med årsregnskabsloven.

Supplerende bemærkninger

Uden at det har påvirket vor konklusion skal vi gøre opmærksom på, at selskabet har tabt mere end 50% af anpartskapitalen. Vi henviser til ledelsesberetningen vedrørende dette punkt.

Independent Auditor's Report

To the Shareholders of LC Investment ApS

We have audited the Annual Report of LC Investment ApS for the financial year 13 April - 31 December 2007, which comprises the Statement of the Board of Management on the Annual Report, Management's Review, accounting policies, the income statement, balance sheet and notes.

The Annual Report has been prepared in accordance with the Danish Financial Statements Act

The Board of Management's Responsibility for the Annual Report

The Board of Management are responsible for the preparation and fair presentation of this Annual Report in accordance with the Danish Financial Statements Act. This responsibility includes: designing, implementing and maintaining internal control relevant to the preparation and fair presentation of an Annual Report that is free from material misstatement, whether due to fraud or error; selecting and applying appropriate accounting policies; and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

Auditor's Responsibility and Basis of Opinion

Our responsibility is to express an opinion on this Annual Report based on our audit. We conducted our audit in accordance with Danish Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the Annual Report is free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the Annual Report. The procedures selected depend on the auditor's judgement, including the assessment of the risks of material misstatement of the Annual Report, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the Annual Report in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by the Board of Management, as well as evaluating the overall presentation of the Annual Report.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Our audit has not resulted in any qualification.

Opinion

In our opinion, the Annual Report gives a true and fair view of the company's financial position at 31 December 2007 and of the results of the company's operations for the financial year 13 April - 31 December 2007 in accordance with the Danish Financial Statements Act.

Additional information

The company has lost more than 50% of the share capital. We refer to the management report regarding this issue. It has not affected our conclusions in any way.

København, den 13. juni 2008 / Copenhagen, 13th June 2008.

BDO ScanRevision / Ole Christian Nielsen

Statsautoriseret revisionsaktieselskab / Statsautoriseret revisor (State Authorised Public Accountant)

Ledelsesberetning

Hovedaktiviteter

Selskabets aktivitet består i at eje og administrere udlejningsejendom i Frankrig.

Udviklingen i aktiviteter og økonomiske forhold

Resultatet er som forventet. Selskabet har tabt mere en 50% af egenkapitalen. Selskabet har i 2007 købt fast ejendom i Frankrig hvor ledelsen har forhandlet en lejekontakt frem til august 2010. Det forventes at ejendommen, via lejeindtægterne, vil give overskud i 2008. Ledelsen forventer også indtægter fra andre investeringer i 2008. Det forventes derfor at aktiviteterne i selskabet vil reetablere egenkapitalen.

Begivenheder efter regnskabsårets afslutning

Der er efter regnskabsårets afslutning ikke indtruffet begivenheder, som væsentligt vil kunne påvirke selskabets finansielle situation.

Anvendt regnskabspraksis

Regnskabsgrundlag

Årsrapporten for LC Investment ApS for 2007 er aflagt i overensstemmelse med den danske årsregnskabslovs bestemmelser for virksomheder i regnskabsklasse B.

Generelt om indregning og måling

I resultatopgørelsen indregnes indtægter i takt med, at de indtjenes, herunder indregnes værdireguleringer af finansielle aktiver og forpligtelser. I resultatopgørelsen indregnes ligeledes alle omkostninger, herunder afskrivninger og nedskrivninger.

Aktiver indregnes i balancen, når det er sandsynligt, at fremtidige økonomiske fordele vil tilflyde selskabet, og aktivets værdi kan måles pålideligt.

Ved første indregning måles aktiver og forpligtelser til kostpris. Efterfølgende måles aktiver og forpligtelser som beskrevet for hver enkelt regnskabspost nedenfor.

Forpligtelser indregnes i balancen, når det er sandsynligt, at fremtidige økonomiske fordele vil fragå selskabet, og forpligtelsens værdi kan måles pålideligt.

Visse finansielle aktiver og forpligtelser måles til amortiseret kostpris, hvorved der indregnes en konstant effektiv rente over løbetiden. Amortiseret kostpris opgøres som oprindelig kostpris med fradrag af eventuelle afdrag samt tillæg/fradrag af den akkumulerede amortisering af forskellen mellem kostpris og nominelt beløb.

Ved indregning og måling tages hensyn til forudsigelige tab og risici, der fremkommer inden årsrapporten aflægges, og som be- eller afkræfter forhold, der eksisterede på balancedagen.

Den regnskabsmæssige værdi af immaterielle og materielle anlægsaktiver gennemgås årligt for at afgøre, om der er indikation af værdiforringelse ud over det, som udtrykkes ved normal afskrivning. Hvis dette er tilfældet, foretages nedskrivning til den lavere genindvindingsværdi.

Valuta

Årsrapporten er aflagt i EUR. Mellemværende i udenlandsk valuta er indregnet til balancedagens valutakurs. Realiserede såvel som urealiserede kursreguleringer indgår i resultatopgørelsen.

RESULTATOPGØRELSEN

Nettoomsætning

Nettoomsætningen ved salg af handelsvarer og færdigvarer indregnes i resultatopgørelsen, såfremt levering og risikoovergang til køber har fundet sted inden årets udgang, og såfremt indtægten kan opgøres pålideligt og forventes modtaget. Nettoomsætningen indregnes eksklusiv moms, afdrag og med fradrag af rabatter i forbindelse med salget.

Andre eksterne omkostninger

Andre eksterne omkostninger omfatter omkostninger til distribution, salg, reklame, administration, lokaler, tab på debitorer, operationelle leasingomkostninger mv.

Finansielle poster

Finansielle indtægter og -omkostninger indregnes i resultatopgørelsen med de beløb, der vedrører regnskabsåret. Finansielle poster omfatter renteindtægter og -omkostninger, finansielle omkostninger ved finansiell leasing, realiserede og urealiserede kursgevinster og -tab vedrørende værdipapirer, gæld og transaktioner i fremmed valuta, amortisering af finansielle aktiver og forpligtelser samt tillæg og godtgørelse under acontoskatteordningen mv.

Skat af årets resultat

Årets skat, som består af årets aktuelle skat og forskydning i udskudt skat, indregnes i resultatopgørelsen med den del, der kan henføres til årets resultat, og direkte på egenkapitalen med den del, der kan henføres til posteringer direkte på egenkapitalen.

BALANCEN

Materielle anlægsaktiver

Materielle anlægsaktiver måles til kostpris med fradrag af akkumulerede afskrivninger.

Der afskrives ikke på grunde.

Der forventes lineære afskrivninger baseret på en vurdering af aktivernes forventede brugstid på op til 20 år.

Aktiver med en kostpris på under EUR 1556, pr. enhed indregnes som omkostninger i resultatopgørelsen i anskaffelsesåret.

Fortjeneste eller tab ved afhændelse af materielle anlægsaktiver opgøres som forskellen mellem salgspris med fradrag af salgsomkostninger og den regnskabsmæssige værdi på salgstidspunktet. Fortjeneste eller tab indregnes i resultatopgørelsen under afskrivninger.

Finansielle anlægsaktiver

Andre værdipapirer og kapitalandelse måles til kostpris. Andre værdipapirer og kapitalandelse omfatter børsnoterede obligationer, aktier, kapitalandele med ejerandel under 20% og andre værdipapirer.

Skyldig skat og udskudt skat

Aktuelle skatteforpligtelser og tilgodehavende aktuel skat indregnes i balancen som beregnet skat af årets skattepligtige indkomst reguleret for skat af tidligere års skattepligtige indkomster samt for betalte acontoskatter.

Udskudt skat måles af midlertidige forskelle mellem regnskabsmæssig og skattemæssig værdi af aktiver og forpligtelser.

Udskudte skatteaktiver, herunder skatteværdien af fremførselsberettiget skattemæssigt underskud, måles til den værdi, hvortil aktivet forventes at kunne realiseres, enten ved udligning i skat af fremtidig indtjening, eller ved modregning i udskudte skatteforpligtelser inden for samme juridiske skatteenhed.

Udskudt skat måles på grundlag af de skatteregler og skattesatser, der med balancedagens lovgivning vil være gældende, når den udskudte skat forventes udløst som aktuel skat. For Indeværende år er anvendt en skattesats på 25%.

Finansielle gældsforpligtelser

Finansielle forpligtelser indregnes ved låneoptagelse til det modtagne provenu med fradrag af afholdte låneomkostninger. I efterfølgende perioder måles de finansielle forpligtelser til amortiseret kostpris svarende til den kapitaliserede værdi ved anvendelse af den effektive rente, således at forskellen mellem provenuet og den nominelle værdi indregnes i resultatopgørelsen over låneperioden.

Øvrige gældsforpligtelser måles til amortiseret kostpris, hvilket sædvanligvis svarer til nominal værdi.

Omregning af fremmed valuta

Transaktioner i fremmed valuta omregnes til transaktionsdagens kurs. Valutakursdifferencer, der opstår mellem transaktionsdagens kurs og kursen på betalingsdagen, indregnes i resultatopgørelsen som en finansiell post. Hvis valutapositioner anses for sikring af fremtidige pengestrømme, indregnes værdireguleringerne direkte på egenkapitalen.

Tilgodehavender, gæld og andre monetære poster i fremmed valuta, som ikke er afregnet på balancedagen, omregnes til balancedagens valutakurs. Forskelle mellem balancedagens kurs og transaktionsdagens kurs indregnes i resultatopgørelsen under finansielle indtægter og omkostninger.

Management Review

Principal activities

The Company operates in the area of owning and administrates a rental property in France. The secondary activity of the company is participating in various financial and trading operations.

Development in the activities and financial affairs

The result for the year is as expected. The company has lost more than 50% of the share capital and they also in 2007 acquired a property in France, which the management negotiated a rental agreement valid until August 2010. This property is expect to generate profit in 2008 by collecting rental income from the tenant. The management is also expecting revenue from different investment in 2008. These activities in the company will restore the equity in 2008.

Events after the financial year-end

No events have occurred after the end of the financial year that may have a material impact on the company's financial position.

Accounting Policies

Basis of accounting

The Annual Report of LC Investment ApS for 2007 has been prepared according to the provisions of the Danish Financial Statements Act for companies in reporting class B.

Basis of opinion

In the income statement, all income is recognised as it is earned, including value adjustments of financial assets and liabilities. Similarly, all costs are recognised as they accrue, including depreciation, amortisation and write-down.

Assets are recognised in the balance sheet when it is probable that future economic benefits attributable to the asset will flow to the company and the value of the asset can be measured reliably.

Assets and liabilities are Initially measured at cost. Subsequently, assets and liabilities are measured as described for each item below.

Liabilities are recognised in the balance sheet when it is probable that there will be an outflow of future economic benefits from the company and the value of the liability can be measured reliably.

Certain financial assets and liabilities are measured at amortised cost, which involves the recognition of a constant effective yield to maturity. Amortised cost is calculated as original cost less repayments, and with the addition/deduction of the accumulated amortisation of the difference between cost and the nominal amount payable upon maturity.

Recognition and measurement take into account all circumstances, including anticipated risks and losses, arising before the preparation of the annual report, which confirm or invalidate circumstances existing at the balance sheet date.

The booked value on the intangible fixed assets and the tangible assets is yearly reviewed to determine if there is any indication for impairment besides the normal depreciation. In cases where there is a lower value an impairment charge will be booked to reconcile to the recoverable amount.

Currency

The annual account has been prepared in EUR. Assets and liabilities denominated in foreign currencies are translated at the exchange rate of the balance sheet date. Both realised and unrealised currency gains and losses are entered in the income statement.

INCOME STATEMENT

Net revenue

The net revenue from sale of merchandise and finished goods is recognised in the income statement if supply and risk transfer to purchaser has taken place before the end of the year and if the income can be measured reliably and is expected to be received. The net revenue is recognised exclusive of VAT, duties and less discounts related to the sale.

Other external expenses

Other external expenses comprise of costs related to distribution, sales, advertising, administration, rent, loss on debtors, leasing related to operations, etc.

Financial items

Financial income and expenses and similar items are recognised in the income statement with the amounts relating to the financial year. The financial items comprise interest income and expenses, financial expenses in connection with finance leases, realised and unrealised exchange rate adjustments as well as non-deductible charges and allowances under the tax on account scheme.

Tax for the year

The tax for the year consists of the current tax and the deferred tax for the year. The tax in the profit/loss calculation is recognised in the income statement, whereas the tax directly relating to equity entries is taken directly to equity.

BALANCE SHEET

Tangible assets

Tangible assets are measured at cost price less accumulated depreciation.

No depreciation is provided on land.

The depreciation is done per the straight-line method, based on an estimated useful life of the assets of 20 years.

Assets with a cost price below EUR 1556, are entered directly in the income statement at the time of purchase.

Gains or losses by sale of tangible assets are measured as the difference between the sales price deducted with the cost of sales and the booked value at the time of sale. Gains or losses are entered in the income statement under depreciation.

Financial fixed assets

Securities and investments are measured at cost price. Securities and investments comprise public quoted bonds, shares and other current investments.

Tax payable and deferred tax

Current tax liabilities and tax receivables are recognised in the balance sheet as calculated tax of taxable income for the financial year, adjusted for the tax paid in previous years and tax paid on account.

Deferred tax is measured on all temporary differences arising between the tax bases of assets and liabilities and their carrying amounts in the financial statements.

Deferred tax assets, including the tax value of tax loss carry-forwards, are measured at the value at which the asset is expected to be realised, either by elimination against tax on future earnings or by setoff against deferred tax liabilities within the same legal tax entity and jurisdiction.

Deferred tax is measured on the basis of the tax rules and tax rates effective by the balance sheet date when the deferred tax is expected to crystallise as current tax. The applicable tax rate in the current year is 25%.

Financial debt

Financial liabilities are recognised at the time of the proceeds received net of transaction expenses incurred. In subsequent periods, the financial liabilities are measured at amortised cost equal to the capitalised value using the effective interest method, so that the difference between the proceeds and the nominal value is recognised in the income statement over the loan period.

Other liabilities are measured at amortised cost, which usually corresponds to the nominal value.

Translation policies

Transactions in foreign exchange are translated at the transaction date rates. Exchange rate adjustments arising between the transaction date rates and the rates at the date of payment are recognised under financial income and expenses in the income statement. When exchange rate transactions are considered as hedging of future cash flows, the adjustments are recognised directly in equity.

Receivables, payables and other monetary items in foreign exchange not settled at the balance sheet date are translated at the exchange rates at the balance sheet date. Differences between the exchange rates at the balance sheet date and the transaction date rates are recognised under financial income and expenses in the income statement.

LC Investment ApS

RESULTATOPGØRELSE FOR 13. april - 31. december 2007

INCOME STATEMENT FOR 13 April - 31 December 2007

	Note	2007 EUR
Nettoomsætning		
Net turnover		20.000
Andre eksterne omkostninger		
Other external expenses	1	<u>-21.867</u>
Driftsresultat		
Loss from Operations		<u>-1.867</u>
Afskrivninger		
Depreciation		<u>-16.927</u>
Resultat før finansielle poster		
Loss before financial income and expenses		<u>-18.794</u>
Finansielle indtægter		
Financial income	2	8.014
Finansielle omkostninger		
Financial expenses	3	<u>-37.603</u>
Årets resultat før skat		
Loss for the year before taxation		<u>-48.383</u>
Skat af årets resultat		
Tax on profit for the year	8	<u>0</u>
ÅRETS RESULTAT		
LOSS FOR THE YEAR		<u>-48.383</u>
Resultat overført til næste år		
Retained earnings		<u>-48.383</u>
I alt		
Total		-48.383

BALANCE PR. 31. december 2007

BALANCE AS AT 31 December 2007

AKTIVER ASSETS	Note	2007 EUR
Grunde og bygninger		
Land and buildings	4	<u>795.573</u>
Materielle anlægsaktiver i alt		
Tangible fixed assets		795.573
Andre værdipapirer og kapitalandele		
Other long term investments	5	<u>885.642</u>
Finansielle anlægsaktiver i alt		
Total fixed financial assets		885.642
Andre tilgodehavender		
Other current assets		909

Likvide beholdninger	
Cash at bank	742
Omsætningsaktiver i alt	
Total current assets	<u>1.651</u>
AKTIVER I ALT	
TOTAL ASSETS	1.682.866

BALANCE PR. 31. december 2007

BALANCE AS AT 31 December 2007

PASSIVER		Note	2007
EQUITY AND LIABILITIES			EUR
Anpartskapital			
Share capital	6		17.000
Overført resultat			
Retained earnings	7		<u>-48.383</u>
Egenkapital i alt			-31.383
Total equity			-31.383
Gæld til tilknyttede virksomheder			
Liabilities to group companies	9		12.500
Gæld til tredje part			
Debt to third party	9		<u>1.650.000</u>
Langfristede gældsforpligtelser i alt			1.662.500
Total long-term liabilities			1.662.500
Gæld til tredje part			
Debt to third party			49.538
Leverandører af varer og tjenesteydelser			
Trade payables			2.211
Selskabsskat			
Corporation tax	8		<u>0</u>
Kortfristet gæld i alt			51.749
Total current liabilities			<u>51.749</u>
PASSIVER I ALT			
TOTAL LIABILITIES			1.682.866
Ejerforhold			
Ownership	10		
Pantsætninger og sikkerhedsstillelser			
Mortgages and securities	11		
Eventualforpligtelser			
Contingent liabilities	12		

NOTER TIL ÅRSRAPPORTEN

NOTES TO THE ANNUAL REPORT

	2007
	EUR
1 Ledelsesvederlag	
Management remuneration	
Direktionen har ikke modtaget vederlag og der var ingen ansatte i regnskabsåret.	
The management did not receive any remuneration and there were no employees.	
2 Finansielle indtægter	
Financial income	
Renter, Tredje part	
Interest, Third party	2.806
Realiserede valutakursgevinster	29

Realised gain on currency transactions	
Urealiserede kursgevinster på værdipapirer	
Unrealised investment gain adjustments	5.179
	<u>8.014</u>
3 Finansielle omkostninger	
Financial expenses	
Renter, bank	
Interest, bank	37.538
Realiserede valutakurstab	
Realised loss on currency transactions	23
	<u>37.603</u>
4 Grunde og bygninger	
Land and buildings	
Saldo pr. 13. april 2007	
Balance as at 13 April 2007	0
Årets anskaffelser til kontantværdi	
Acquisitions during the year at cash value	812.500
Saldo pr. 31. december 2007	
Balance as at 31 December 2007	812.500
Afskrivninger pr. 13. april 2007	
Depreciation as at 13 April 2007	16.927
Afskrivninger pr. 31. december 2007	
Depreciation as at 31 December 2007	16.927
Regnskabsmæssigværdi pr. 31. december 2007	
Book value at 31 December 2007	795.573
5 Andre værdipapirer og kapitalandele	
Other long term Investments	
Saldo pr. 13. april 2007	
Balance as at 13 April 2007	0
Årets anskaffelser	
Acquisitions during the year	885.642
Saldo pr. 31. december 2007	
Balance as at 31 December 2007	885.642
6 Anpartskapital	
Share capital	
Saldo pr. 13. april 2007	
Balance as at 13 April 2007	17.000
Saldo pr. 31. december 2007	
Balance as at 31 December 2007	17.000
Anpartskapitalen er registreret med EUR 17.000.	
The registered share capital is EUR 17.000.	
7 Overført resultat	
Retained earnings	
Saldo pr. 13. april 2007	
Balance as at 13 April 2007	0
Overført jf. resultat anvendelsen	
Carried forward per allocation of profit	-48.383
Saldo pr. 31. december 2007	
Balance as at 31 December 2007	-48.383
8 Skat	
Tax	
Aktuel skat	
Current tax	0
9 Langfristede gældsforpligtelser	

Long-term liabilities	
Gæld pr. 13. april 2007	
Liabilities as per 13 April 2007	0
Gæld pr. 31. december 2007	
Liabilities as per 31 December 2007	1.662.529
Afdrag næste år	
Repayment next year	0
Restgæld efter 5 år	
Debt outstanding after 5 years	862.529
10 Ejerforhold	
Ownership	

Følgende anpartshavere er noteret i LC Investment ApS' anpartshaverfortegnelse som ejende minimum 5% af stemmerne eller anpartskapitalen:

The following shareholders are recorded in LC Investment ApS' register of shareholders as owning more than 5% of the votes or the share capital:

Amalthée S.A.

11A, bld. Prince Henri

L-1724 Luxembourg

Luxembourg

11 Pantsætninger og sikkerhedsstillelser

Mortgages and securities

Til sikkerhed for gæld til kreditinstitut, har selskabet tinglyst et pantebrev på EUR 800.000

The company has granted a mortgage deed for a total value of EUR 800.000

12 Eventualforpligtelser

Contingent liabilities

Selskabet har ikke påtaget sig forpligtelser, udover hvad der følger af den ordinære drift.

The Company has not undertaken liabilities outside of the ordinary course of its business.

Appendix 3.

LC Investment ApS

CVR-NR. 30 50 13 49

CVR NO. 30 50 13 49

Perioderegnskab 1. januar 2008 - 31. oktober 2008

Interim Accounts 1 January 2008 - 31 October 2008

Perioderegnskabet er fremlagt og godkendt på selskabets ordinære generalforsamling

The Interim accounts have been presented and adopted at the Company's Annual General Meeting

14/11/2008.

Signature

Dirigent / Chairman of the meeting

Selskabsoplysninger, Company Details

Selskabet, The Company:

LC Investment ApS, Frederiksgade 21,1., 1265 København K

CVR.: 30 50 13 49

Stiftet: 13. april 2007

Incorporated: 13 April 2007

Regnskabsår: 1. januar - 31. december

Financial year: 1 January - 1 December

Hjemstedskommune: København

Municipality of domicile: Copenhagen

Direktion, Management board:

Mr. Jørgen Kvist Hansen

Mr. Mathieu Vincent Pouletty

Mr. Daniel Arthur Reece

Revisor, Auditor:

BDO ScanRevision, Statsautoriseret revisionsaktieselskab, Havneholmen 29, 1561 København V

Ledelsespåtegning

Direktionen har dags dato aflagt og godkendt perioderegnskabet for perioden 1. januar - 31. oktober 2008 for LC Investment ApS.

Perioderegnskabet er aflagt i overensstemmelse med årsregnskabsloven.

Vi anser den valgte regnskabspraksis for hensigtsmæssig, således at perioderegnskabet efter vor opfattelse, giver et retvisende billede af selskabets aktiver og passiver, finansielle stilling samt resultat.

Perioderegnskabet indstilles til generalforsamlingens godkendelse.

Statement by Board of Management on the Annual Report

The Management Board has today considered and adopted the Interim Accounts of LC Investment ApS for the financial year 1 January - 31 October 2008.

The Interim Accounts was prepared in accordance with the Danish Financial Statements Act.

We consider the accounting policies applied to be appropriate, and in our opinion, the Interim Accounts presents fairly, in all material respects, the assets, liabilities, financial position and results of operations.

We recommend that the Interim Accounts be adopted at the Annual General Meeting.

København, den 7. november 2008 / Copenhagen, 7th November 2008.

Direktion / Management board

Mr. Jørgen Kvist Hansen / Mr. Mathieu Vincent Pouletty / Mr. Daniel Arthur Reecer

Den uafhængige revisors påtegning

Til anpartshaverne i LC Investment ApS

Vi har revideret perioderegnskabet for LC Investment ApS for regnskabsåret 1. januar - 31. oktober 2008, omfattende ledelsespåtegning, anvendt regnskabspraksis, resultatopgørelse, balance og noter.

Perioderegnskabet aflægges efter årsregnskabsloven.

Ledelsens ansvar for perioderegnskabet

Ledelsen har ansvaret for at udarbejde og aflægge en perioderegnskabet, der giver et retvisende billede i overensstemmelse med årsregnskabsloven. Dette ansvar omfatter udformning, implementering og opretholdelse af interne kontroller, der er relevante for at udarbejde og aflægge et perioderegnskab der giver et retvisende billede uden væsentlig fejlinformation, uanset om fejlinformationen skyldes besvigelser eller fejl, samt valg og anvendelse af en hensigtsmæssig regnskabspraksis og udøvelse af regnskabsmæssige skøn, som er rimelige efter omstændighederne.

Revisors ansvar og den udførte revision

Vort ansvar er at udtrykke en konklusion om perioderegnskabet på grundlag af vor revision. Vi har udført vor revision i overensstemmelse med danske revisionsstandarder. Disse standarder kræver, at vi lever op til etiske krav samt planlægger og udfører revisionen med henblik på at opnå høj grad af sikkerhed for, at perioderegnskabet ikke indeholder væsentlig fejlinformation.

En revision omfatter handlinger for at opnå revisionsbevis for de beløb og oplysninger, der er anført i perioderegnskabet. De valgte handlinger afhænger af revisors vurdering, herunder vurderingen af risikoen for væsentlig fejlinformation i perioderegnskabet, uanset om fejlinformationen skyldes besvigelser eller fejl. Ved risikovurderingen overvejer revisor interne kontroller, der er relevante for virksomhedens udarbejdelse og aflæggelse af en perioderegnskabet, der giver et retvisende billede, med henblik på at udforme revisionshandling, der er passende efter omstændighederne, men ikke med det formål at udtrykke en konklusion om effektiviteten af virksomhedens interne kontrol. En revision omfatter endvidere stillingtagen til, om den af ledelsen anvendte regnskabspraksis er passende, om de af ledelsen udøvede regnskabsmæssige skøn er rimelige, samt en vurdering af den samlede præsentation af perioderegnskabet.

Det er vor opfattelse, at det opnåede revisionsbevis er tilstrækkeligt og egnet som grundlag for vor konklusion.

Revisionen har ikke givet anledning til forbehold.

Konklusion

Det er vor opfattelse, at perioderegnskabet giver et retvisende billede af selskabets aktiver, passiver og finansielle stilling pr. 31. oktober 2008 samt af resultatet af selskabets aktiviteter for regnskabsåret 1. januar - 31. oktober 2008 i overensstemmelse med årsregnskabsloven.

Independent Auditor's Report

To the Shareholders of LC Investment ApS

We have audited the Interim Accounts of LC Investment ApS for the financial year 1 January - 31 October 2008, which comprises the Statement of the Board of Management on the Annual Report, Management's Review, accounting policies, the income statement, balance sheet and notes.

The Interim Accounts has been prepared in accordance with the Danish Financial Statements Act.

The Board of Management's Responsibility for the Interim Accounts

The Board of Management are responsible for the preparation and fair presentation of this Interim Accounts in accordance with the Danish Financial Statements Act. This responsibility includes: designing, implementing and maintaining internal control relevant to the preparation and fair presentation of the Interim Accounts that is free from material misstatement, whether due to fraud or error; selecting and applying appropriate accounting policies; and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

Auditor's Responsibility and Basis of Opinion

Our responsibility is to express an opinion on this Interim Accounts based on our audit. We conducted our audit in accordance with Danish Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the Interim Accounts is free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the Interim Accounts. The procedures selected depend on the auditor's judgement, including the assessment of the risks of material misstatement of the Annual Report, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the Interim Accounts in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by the Board of Management, as well as evaluating the overall presentation of the Interim Accounts.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Our audit has not resulted in any qualification.

Opinion

In our opinion, the Interim Accounts gives a true and fair view of the company's financial position at 31 October 2008 and of the results of the company's operations for the financial year 1 January - 31 October 2008 in accordance with the Danish Financial Statements Act.

København, den 7. november 2008 / Copenhagen, 7th November 2008.

BDO ScanRevision / Ole Christian Nielsen

Statsautoriseret revisionsaktieselskab / Statsautoriseret revisor (State Authorised Public Accountant)

Ledelsesberetning

Hovedaktiviteter

Selskabets aktivitet består i at eje og administrere udlejningsejendom i Frankrig.

Udviklingen i aktiviteter og økonomiske forhold

Selskabet indgår i fusion 31. oktober 2008.

Begivenheder efter regnskabsårets afslutning

Selskabet har indgået aftale om grænseoverskridende fusion pr. 31. oktober 2008.

Der er efter regnskabsårets afslutning ikke indtruffet begivenheder, som væsentligt vil kunne påvirke selskabets finansielle situation.

Anvendt regnskabspraksis

Regnskabsgrundlag

Perioderegnskabet for LC Investment ApS for 2008 er aflagt i overensstemmelse med den danske årsregnskabslovs bestemmelser for virksomheder i regnskabsklasse B.

Den anvendte regnskabspraksis er uændret i forhold til sidste år.

Generelt om indregning og måling

I resultatopgørelsen indregnes indtægter i takt med, at de indtjenes, herunder indregnes værdireguleringer af finansielle aktiver og forpligtelser. I resultatopgørelsen indregnes ligeledes alle omkostninger, herunder afskrivninger og nedskrivninger.

Aktiver indregnes i balancen, når det er sandsynligt, at fremtidige økonomiske fordele vil tilflyde selskabet, og aktivets værdi kan måles pålideligt.

Ved første indregning måles aktiver og forpligtelser til kostpris. Efterfølgende måles aktiver og forpligtelser som beskrevet for hver enkelt regnskabspost nedenfor.

Forpligtelser indregnes i balancen, når det er sandsynligt, at fremtidige økonomiske fordele vil fragå selskabet, og forpligtelsens værdi kan måles pålideligt.

Visse finansielle aktiver og forpligtelser måles til amortiseret kostpris, hvorved der indregnes en konstant effektiv rente over løbetiden. Amortiseret kostpris opgøres som oprindelig kostpris med fradrag af eventuelle afdrag samt tillæg/fradrag af den akkumulerede amortisering af forskellen mellem kostpris og nominelt beløb.

Ved indregning og måling tages hensyn til forudsigelige tab og risici, der fremkommer inden perioderegnskabet aflægges, og som be- eller afkræfter forhold, der eksisterede på balancedagen.

Den regnskabsmæssige værdi af immaterielle og materielle anlægsaktiver gennemgås årligt for at afgøre, om der er indikation af værdiforringelse ud over det, som udtrykkes ved normal afskrivning. Hvis dette er tilfældet, foretages nedskrivning til den lavere genindvindingsværdi.

Valuta

Perioderegnskabet er aflagt i EUR. Mellemværende i udenlandsk valuta er indregnet til balancedagens valutakurs. Realiserede såvel som urealiserede kursreguleringer indgår i resultatopgørelsen.

RESULTATOPGØRELSEN

Nettoomsætning

Nettoomsætningen ved salg af handelsvarer og færdigvarer indregnes i resultatopgørelsen, såfremt levering og risikoovergang til køber har fundet sted inden årets udgang, og såfremt indtægten kan opgøres pålideligt og forventes modtaget. Nettoomsætningen indregnes eksklusiv moms, afdrag og med fradrag af rabatter i forbindelse med salget.

Andre eksterne omkostninger

Andre eksterne omkostninger omfatter omkostninger til distribution, salg, reklame, administration, lokaler, tab på debitorer, operationelle leasingomkostninger mv.

Finansielle poster

Finansielle indtægter og -omkostninger indregnes i resultatopgørelsen med de beløb, der vedrører regnskabsåret. Finansielle poster omfatter renteindtægter og -omkostninger, finansielle omkostninger ved finansiel leasing, realiserede og urealiserede kursgevinster og -tab vedrørende værdipapirer, gæld og transaktioner i fremmed valuta, amortisering af finansielle aktiver og forpligtelser samt tillæg og godtgørelse under acontoskatteordningen mv.

Skat af årets resultat

Årets skat, som består af årets aktuelle skat og forskydning i udskudt skat, indregnes i resultatopgørelsen med den del, der kan henføres til årets resultat, og direkte på egenkapitalen med den del, der kan henføres til posteringer direkte på egenkapitalen.

BALANCEN

Materielle anlægsaktiver

Materielle anlægsaktiver måles til kostpris med fradrag af akkumulerede afskrivninger.

Der afskrives ikke på grunde.

Der forventes lineære afskrivninger baseret på en vurdering af aktivernes forventede brugstid på op til 20 år.

Aktiver med en kostpris på under EUR 1595, pr. enhed indregnes som omkostninger i resultatopgørelsen i anskaffelsesåret.

Fortjeneste eller tab ved afhændelse af materielle anlægsaktiver opgøres som forskellen mellem salgspris med fradrag af salgskomkostninger og den regnskabsmæssige værdi på salgstidspunktet. Fortjeneste eller tab indregnes i resultatopgørelsen under afskrivninger.

Finansielle anlægsaktiver

Andre værdipapirer og kapitalandelse måles til kostpris. Andre værdipapirer og kapitalandelse omfatter børsnoterede obligationer, aktier, kapitalandele med ejerandel under 20% og andre værdipapirer.

Tilgodehavender

Tilgodehavender måles til amortiseret kostpris. Værdien reduceres med nedskrivning til imødegåelse af forventede tab.

Skyldig skat og udskudt skat

Aktuelle skatteforpligtelser og tilgodehavende aktuel skat indregnes i balancen som beregnet skat af årets skattepligtige indkomst reguleret for skat af tidligere års skattepligtige indkomster samt for betalte acontoskatter.

Udskudt skat måles af midlertidige forskelle mellem regnskabsmæssig og skattemæssig værdi af aktiver og forpligtelser.

Udskudte skatteaktiver, herunder skatteværdien af fremførselsberettiget skattemæssigt underskud, måles til den værdi, hvortil aktivet forventes at kunne realiseres, enten ved udligning i skat af fremtidig indtjening, eller ved modregning i udskudte skatteforpligtelser inden for samme juridiske skatteenhed.

Udskudt skat måles på grundlag af de skatteregler og skattesatser, der med balancedagens lovgivning vil være gældende, når den udskudte skat forventes udløst som aktuel skat. For indeværende år er anvendt en skattesats på 25%.

Finansielle gældsforpligtelser

Finansielle forpligtelser indregnes ved låneoptagelse til det modtagne provenu med fradrag af afholdte låneomkostninger. I efterfølgende perioder indregnes de finansielle forpligtelser til dagsværdi, der svarer til lånets kontantværdi på årsafslutningstidspunktet. Kursreguleringen af gældsforpligtelserne indregnes i resultatopgørelsen.

Øvrige gældsforpligtelser måles til amortiseret kostpris, hvilket sædvanligvis svarer til nominal værdi.

Omregning af fremmed valuta

Transaktioner i fremmed valuta omregnes til transaktionsdagens kurs. Valutakursdifferencer, der opstår mellem transaktionsdagens kurs og kursen på betalingsdagen, indregnes i resultatopgørelsen som en finansiell post. Hvis valutapositioner anses for sikring af fremtidige pengestrømme, indregnes værdireguleringerne direkte på egenkapitalen.

Tilgodehavender, gæld og andre monetære poster i fremmed valuta, som ikke er afregnet på balancedagen, omregnes til balancedagens valutakurs. Forskelle mellem balancedagens kurs og transaktionsdagens kurs indregnes i resultatopgørelsen under finansielle indtægter og omkostninger.

Management Review

Principal activities

The Company operates in the area of owning and administrates a rental property in France.

Development in the activities and financial affairs

The company will be merged as per 31 October 2008.

Events after the financial year-end

The company has entered into an agreement of a cross-border merger as per 31 October 2008.

No events have occurred after the end of the financial year that may have a material impact on the company's financial position.

Accounting Policies

Basis of accounting

The Interim Accounts of LC Investment ApS for 2008 has been prepared according to the provisions of the Danish Financial Statements Act for companies in reporting class B.

The accounting policies applied are the same as in the previous year.

Basis of opinion

In the income statement, all income is recognised as it is earned, including value adjustments of financial assets and liabilities. Similarly, all costs are recognised as they accrue, including depreciation, amortisation and write-down.

Assets are recognised in the balance sheet when it is probable that future economic benefits attributable to the asset will flow to the company and the value of the asset can be measured reliably.

Assets and liabilities are initially measured at cost. Subsequently, assets and liabilities are measured as described for each item below.

Liabilities are recognised in the balance sheet when it is probable that there will be an outflow of future economic benefits from the company and the value of the liability can be measured reliably.

Certain financial assets and liabilities are measured at amortised cost, which involves the recognition of a constant effective yield to maturity. Amortised cost is calculated as original cost less repayments, and with the addition/deduction of the accumulated amortisation of the difference between cost and the nominal amount payable upon maturity.

Recognition and measurement take into account all circumstances, including anticipated risks and losses, arising before the preparation of the Interim Accounts which confirm or invalidate circumstances existing at the balance sheet date.

The booked value on the intangible fixed asstes and the tangible assets is yearly reviewed to determine if there is any indication for impairment besides the normal depreciation. In cases where there is a lower value an impairment charge will booked to reconcile to the recoverable amount.

Currency

The Interim Accounts has been prepared in EUR. Assets and liabilities denominated in foreign currencies are translated at the exchange rate of the balance sheet date. Both realised and unrealised currency gains and losses are entered in the income statement.

136445

INCOME STATEMENT

Net revenue

The net revenue from sale of merchandise and finished goods is recognised in the income statement if supply and risk transfer to purchaser has taken place before the end of the year and if the income can be measured reliably and is expected to be received. The net revenue is recognised exclusive of VAT, duties and less discounts related to the sale.

Other external expenses

Other external expenses comprise of costs related to distribution, sales, advertising, administration, rent, loss on debtors, leasing related to operations, etc.

Financial items

Financial income and expenses and similar items are recognised in the income statement with the amounts relating to the financial year. The financial items comprise interest income and expenses, financial expenses in connection with finance leases, realised and unrealised exchange rate adjustments as well as non-deductible charges and allowances under the tax on account scheme.

Tax for the year

The tax for the year consists of the current tax and the deferred tax for the year. The tax in the profit/loss calculation is recognised in the income statement, whereas the tax directly relating to equity entries is taken directly to equity.

BALANCE SHEET

Tangible assets

Tangible assets are measured at cost price less accumulated depreciation.

No depreciation is provided on land.

The depreciation is done per the straight-line method, based on an estimated useful life of the assets of 20 years.

Assets with a cost price below EUR 1595, are entered directly in the income statement at the time of purchase.

Gains or losses by sale of tangible assets are measured as the difference between the sales price deducted with the cost of sales and the booked value at the time of sale. Gains or losses are entered in the income statement under depreciation.

Financial fixed assets

Securities and investments are measured at cost price. Securities and investments comprise public quoted bonds, shares and other current investments.

Receivables

Receivables are measured at amortised cost. The value will be reduced by the provision for bad debts.

Tax payable and deferred tax

Current tax liabilities and tax receivables are recognised in the balance sheet as calculated tax of taxable income for the financial year, adjusted for the tax paid in previous years and tax paid on account.

Deferred tax is measured on all temporary differences arising between the tax bases of assets and liabilities and their carrying amounts in the financial statements.

Deferred tax assets, including the tax value of tax loss carry-forwards, are measured at the value at which the asset is expected to be realised, either by elimination against tax on future earnings or by setoff against deferred tax liabilities within the same legal tax entity and jurisdiction.

Deferred tax is measured on the basis of the tax rules and tax rates effective by the balance sheet date when the deferred tax is expected to crystallise as current tax. The applicable tax rate in the current year is 25%.

Financial debt

Financial liabilities are recognised at the time of the proceeds received net of transaction expenses incurred. In subsequent periods, the financial liabilities are measured at market value equal to the cash value at the end of the financial year. The value adjustment of the liabilities is recognised in the income statement.

Other liabilities are measured at amortised cost, which usually corresponds to the nominal value.

Translation policies

Transactions in foreign exchange are translated at the transaction date rates. Exchange rate adjustments arising between the transaction date rates and the rates at the date of payment are recognised under financial income and expenses in the income statement. When exchange rate transactions are considered as hedging of future cash flows, the adjustments are recognised directly in equity.

Receivables, payables and other monetary items in foreign exchange not settled at the balance sheet date are translated at the exchange rates at the balance sheet date. Differences between the exchange rates at the balance sheet date and the transaction date rates are recognised under financial income and expenses in the income statement.

RESULTATOPGØRELSE FOR 1. januar - 31. oktober 2008

INCOME STATEMENT FOR 1 January - 31 October 2008

	Note	2008 EUR	2007 EUR
Nettoomsætning			
Net turnover		40.000	20.000
Andre eksterne omkostninger			
Other external expenses	1	-18.917	-21.867
Driftsresultat			
Profit from Operations		21.083	-1.867
Afskrivninger			
Depreciation		-33.854	-16.927
Resultat før finansielle poster			
Loss before financial income and expenses		-12.771	-18.794
Finansielle indtægter			
Financial income	2	28.237	8.014
Finansielle omkostninger			
Financial expenses	3	-81.275	-37.603
Årets resultat før skat			
Loss for the year before taxation		-65.809	-48.383
Skat af årets resultat			
Tax on profit for the year	9	0	0
ÅRETS RESULTAT			
LOSS FOR THE YEAR		-65.809	-48.383
Resultat overført til næste år			
Retained earnings		-65.809	-48.383
I alt			
Total		-65.809	-48.383

BALANCE PR. 31. oktober 2008

BALANCE AS AT 31 October 2008

AKTIVER ASSETS	Note	2008 EUR	2007 EUR
Grunde og bygninger			
Land and buildings	4	1.200.000	795.573
Materielle anlægsaktiver i alt			
Tangible fixed assets		1.200.000	795.573
Andre værdipapirer og kapitalandele			
Other long term investments	5	0	885.642
Finansielle anlægsaktiver i alt			
Total fixed financial assets		0	885.642
Tilgodehavende hos tilknyttede virksomheder			
Due from group companies		7.405	0
Andre tilgodehavender			
Other current assets		201	909
Likvide beholdninger			
Cash at bank		802.089	742
Omsætningsaktiver i alt			
Total current assets		809.695	1.651
AKTIVER I ALT			
TOTAL ASSETS		2.009.695	1.682.866

136447

BALANCE PR. 31. oktober 2008

BALANCE AS AT 31 October 2008

PASSIVER			
EQUITY AND LIABILITIES	Note	2008 EUR	2007 EUR
Anpartskapital			
Share capital	6	17.000	17.000
Reserve for dagsvaerdi af investeringsaktiver			
Reserves for fair value of investment assets	7	439.439	0
Overført resultat			
Retained earnings	8	-114.191	-48.382
Egenkapital i alt			
Total equity		342.248	-31.382
Gæld til tilknyttede virksomheder			
Liabilities to group companies	10	0	12.500
Gæld til tredje part			
Debt to third party	10	1.651.492	1.650.000
Langfristede gældsforpligtelser I alt			
Total long-term liabilities		1.651.492	1.662.500
Gæld til tredje part			
Debt to third party		12.000	49.538
Leverandører af varer og tjenesteydelser			
Trade payables		3.955	2.210
Selskabsskat			
Corporation tax	9	0	0
Kortfristet gæld i alt			
Total current liabilities		15.955	51.748
PASSIVER I ALT			
TOTAL LIABILITIES		2.009.695	1.682.866
Ejerforhold			
Ownership	11		
Pantsætninger og sikkerhedsstillelser			
Mortgages and securities	12		
Eventualforpligtelser			
Contingent liabilities	13		

NOTER TIL PERIODEREGNSKABET

NOTES TO THE INTERIM ACCOUNTS

	2008 EUR
1 Ledelsesvederlag	
Management remuneration	
Direktionen har ikke modtaget vederlag og der var ingen ansatte i regnskabsåret.	
The management did not receive any remuneration and there were no employees.	
2 Finansielle indtægter	
Financial income	
Renter, Tredje part	
Interest, Third party	28.235
Realiserede valutakursgevinster	
Realised gain on currency transactions	2
	28.237
3 Finansielle omkostninger	
Financial expenses	
Renter, bank	75.799

Interest, bank	
Renter, tilknyttede virksomheder	
Interest, group companies	295
Urealiserede valutakurstab	
Unrealised FX adjustments	5.181
	<u>81.275</u>
4 Grunde og bygninger	
Land and buildings	
Saldo pr. 1. januar 2008	
Balance as at 1 January 2008	811.342
Saldo pr. 31. oktober 2008	
Balance as at 31 October 2008	<u>811.342</u>
Afskrivninger pr. 1. januar 2008	
Depreciation as at 1 January 2008	16.927
Årets afskrivninger	
Depreciation charge for the year	<u>33.854</u>
Afskrivninger pr. 31. oktober 2008	
Depreciation as at 31 October 2008	50.781
Årets opskrivning	
Revaluation of the year	<u>439.439</u>
Opskrivninger pr. 31. oktober 2008	
Revaluation as at 31 October 2008	439.439
Regnskabsmæssigværdi pr. 31. oktober 2008	
Book value at 31 October 2008	1.200.000
5 Andre værdipapirer og kapitalandele	
Other long term Investments	
Saldo pr. 1. Januar 2008	
Balance as at 1 January 2008	<u>885.642</u>
Årets frasalg	
Divestments during the year	-885.642
Saldo pr. 31. oktober 2008	
Balance as at 31 October 2008	0
6 Anpartskapital	
Share capital	
Saldo pr. 1. Januar 2008	
Balance as at 1 January 2008	<u>17.000</u>
Saldo pr. 31. oktober 2008	
Balance as at 31 October 2008	17.000
Anpartskapitalen er registreret med EUR 17.000.	
The registered share capital is EUR 17.000.	
7 Reserve for dagsværdi af investeringsaktiver	
Reserves for fair value of investment assets	
Saldo pr. 1. Januar 2008	
Balance as at 1 January 2008	0
Opskrivning i årets løb	
Revaluations during the year	<u>439.439</u>
Saldo pr. 31. oktober 2008	
Balance as at 31 October 2008	439.439
8 Overført resultat	
Retained earnings	
Saldo pr. 1. januar 2008	
Balance as at 1 January 2008	-48.382
Overført jf. resultatændringen	
Carried forward per allocation of profit	<u>-65.809</u>

Saldo pr. 31. oktober 2008	
Balance as at 31 October 2008	-114.191
9 Skat	
Tax	
Aktuel skat	
Current tax	0
10 Langfristede gældsforpligtelser	
Long-term liabilities	
Gæld pr. 1. januar 2008	
Liabilities as per 1 January 2008	1.662.529
Gæld pr. 31. oktober 2008	
Liabilities as per 31 October 2008	1.651.492
Afdrag næste år	
Repayment next year	0
Restgæld efter 5 år	
Debt outstanding after 5 years	1.651.492

11 Ejerforhold

Ownership

Følgende anpartshavere er noteret i LC Investment ApS' anpartshaverfortegnelse som ejende minimum 5% af stemmerne eller anpartskapitalen:

The following shareholders are recorded in LC Investment ApS' register of shareholders as owning more than 5% of the votes or the share capital:

Amalthée S.A.

11A, bld. Prince Henri

L-1724 Luxembourg

Luxembourg

12 Pantsætninger og sikkerhedsstillelser

Mortgages and securities

Til sikkerhed for gæld til kreditinstitut, har selskabet tinglyst et pantebrev på EUR 800.000

The company has granted a mortgage deed for a total value of EUR 800,000

13 Eventualforpligtelser

Contingent liabilities

Selskabet har ikke påtaget sig forpligtelser, udover hvad der følger af den ordinære drift.

The Company has not undertaken liabilities outside of the ordinary course of its business.

Appendix 4.

AMALTHEE S.A., Société Anonyme

11A, boulevard Prince Henri

L-1724 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 122.864

*Comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes
30 septembre 2008*

	ACTIF	2008	2007
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations corporelles (note 3)		405 154.21	0.00
Immobilisations financières (note 4)		1.00	39 500.00
Total Actif Immobilisé		405 155.21	39 500.00
ACTIF CIRCULANT			
Valeurs Mobilières (note 5)		448 552.70	0.00
Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et encaisse		1 939.75	8 034.39
Total Actif Circulant		450 492.45	8 034.39
COMPTE DE REGULARISATION		2 357.50	2 357.50
TOTAL DE L'ACTIF		858 005.16	49 891.89

<i>PASSIF</i>	2008	2007
CAPITAUX PROPRES (note 6)		
Capital souscrit	31.000.00	31.000.00
Résultats reportés	(9884.36)	0.00
Résultat de l'exercice	(43 408.53)	(9 884.36)
Total Capitaux Propres	(22 292.89)	21 115.64
DETTES (note7)		
Dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	423 092.62	28 776.25
Dont la durée résiduelle est supérieure à un an	457 205.43	0.00
Total Dettes	880 298.05	28 776.25
TOTAL DU PASSIF	858 005.16	49 891.89
CHARGES		
	2008	2007
Corrections de valeur sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles (note 8)	3 545.79	0.00
Autres charges d'exploitation	10 639.99	9 720.59
Corrections de valeur sur immobilisations financières et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant (note 8)	26 999.00	0.00
Intérêts et charges assimilées	2 830.07	8.77
Autres impôts	62.00	155.00
TOTAL DES CHARGES	44 076.85	9 884.36
PRODUITS		
	2008	2007
Produits de créances de l'actif immobilisé	294.57	0.00
Produits exceptionnels (note 9)	373.75	0.00
Perte de l'exercice	43 408.53	9 884.36
TOTAL DES PRODUITS	44 076.85	9 884.36

Note 1 - Généralités

AMALTHEE S.A. a été constituée le 13 décembre 2006 pour une durée illimitée sous forme de société anonyme. Son siège social est établi à Luxembourg.

L'objet de la société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit dans les entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et de licences, leur gestion et leur mise en valeur, ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, en empruntant notamment avec ou sans garantie et en toutes monnaies, par voie d'émissions d'obligations qui pourront également être convertibles et/ou subordonnées et de bons en accordant des prêts ou garanties à des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la société.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, financières et mobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptible d'en faciliter la réalisation.

Enfin, la société pourra, pour son propre compte, acquérir, détenir, donner en location et/ou éventuellement construire tout bien immobilier sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

L'exercice social commence le 1^{er} octobre pour se terminer le 30 septembre.

En vertu de l'article n^o 313 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, la société est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés.

Note 2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1. Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

2.2. Principales règles d'évaluation

Conversion des devises

La société tient sa comptabilité en euros (EUR), le bilan et le compte de profits et pertes sont exprimés dans cette devise.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont enregistrées à leur prix d'acquisition, déduction faite des corrections de valeur. Les corrections de valeur sont calculées de façon linéaire sur base de la durée de vie estimée.

Titres de participations

Les parts dans les entreprises liées, les participations et les titres ayant le caractère d'immobilisation financières sont valorisés individuellement au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur valeur estimée par le Conseil d'Administration, sans compensation entre les plus-values et les moins-values individuelles.

Pour déterminer la valeur estimée, le Conseil d'Administration se base sur les états financiers des sociétés à évaluer et/ou sur d'autres informations et documents disponibles.

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur de marché à la date de clôture. L'évaluation est faite individuellement et sans compensation entre les plus-values et les moins-values individuelles. Le prix d'acquisition des valeurs mobilières cédées est calculé sur base de la méthode du prix moyen pondéré.

Note 3 - Immobilisations corporelles

	2008	2007
Prix d'acquisition, au début de l'exercice	0.00	0.00
Mouvements de l'exercice		
Acquisitions	408 700.00	0.00
Cessions et désaffectations	0.00	0.00
Transferts	0.00	
Prix d'acquisition, à la fin de l'exercice	408 700.00	0.00
Correction de valeur, au début de l'exercice	0.00	0.00
Mouvements de l'exercice		
Dotations	3 545.79	0.00
Reprises	0.00	0.00
Transferts	0.00	0.00
Corrections de valeur, à la fin de l'exercice	3 545.79	0.00
Valeur comptable nette, à la fin de l'exercice	405 154.21	0.00

Note 4 - Immobilisations financières

	2008	2007
Prix d'acquisition, au début de l'exercice	39 500.00	0.00
Mouvements de l'exercice		
Augmentations	0.00	39 500.00
Cessions et remboursements	12 500.00	0.00
Prix d'acquisition, à la fin de l'exercice	27 000.00	39 500.00
Correction de valeur, au début de l'exercice	0.00	0.00
Mouvements de l'exercice		
Dotations	26 999.00	0.00
Reprises	0.00	0.00
Corrections de valeur, à la fin de l'exercice	26 999.00	0.00
Valeur comptable nette, à la fin de l'exercice	1.00	39 500.00

Note 5 - Valeurs mobilières

	2008	2007
Prix d'acquisition	448 552.70	0.00
Corrections de valeur	0.00	0.00
Valeur nette	448 552.70	0.00

La valeur du marché des actions s'élève à EUR 450 399.23.

Note 6 - Capitaux propres

Capital souscrit

Au 30 septembre 2008, le capital souscrit et entièrement libéré de EUR 31 000.00 est représenté par 310 actions d'une valeur nominale de EUR 310 chacune.

	Capital souscrit	Résultats reportés	Résultats de l'exercice
Situation au début de l'exercice	31 000.00	0.00	(9 884.36)

Affectation de l'exercice	0.00	(9 884.36)	9 884.36
Résultat de l'exercice	0.00	0.00	(43 408.53)
Situation à la fin de l'exercice	31 000.00	(9 884.36)	(43 408.53)

Note 7 - Dettes

	Moins d'un an	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans	TOTAL
2008				
Dettes envers des établissements de	0.00	450 000.00	0.00	450 000.00
Autres dettes	423 092.62	7 205.43	0.00	430 298.05
	423 092.62	457 205.43	0.00	880 298.05
2007				
Autres dettes	28 776.25	0.00	0.00	28 776.25
	28 776.25	0.00	0.00	28 776.25

Note 8 - Corrections de valeur

	2008	2007
sur immobilisations corporelles (note 3)	3 545.79	0.00
sur immobilisations financières (note 4)	26 999.00	0.00
	30 544.79	0.00

Note 9 - Résultats exceptionnels

	2008	2007
Produits exceptionnels		
Produits imputables à des exercices antérieurs	373.75	0.00

BILAN DETAILLE AU 30/09/2008

AMALTHEE S.A.

(Devise du capital: EUR)

ACTIF	30/09/2008	30/09/2007
C./ II. ACTIF IMMOBILISE / IMMOBILISATIONS CORPORELLES	405 154.21	0.00
	En Dev, cap.EUR->	0.00
2130, Immeuble	EUR 408 700.00	408 700.00
	En Dev, cap.EUR->	0.00
2130-999, Amortissement sur Immeuble	EUR -3 545.79	-3 545.79
C./ III. ACTIF IMMOBILISE / IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1.00	39 500.00
	En Dev, cap.EUR->	27 000.00
2410_001, Participation LC Investment APS 100% . . .	EUR 27 000.00	27 000.00
	En Dev, cap.EUR->	0.00
2410-999, Provision moins-value sur participation . . .	EUR -26 999.00	-26 999.00
	En Dev, cap.EUR->	0.00
2440-001, Financement octroyé à LC Investment APS	EUR 0.00	0.00
D. / VII. ACTIF CIRCULANT / VALEURS MOBILIERES	448 552.70	0.00
	En Dev, cap.EUR->	0.00
5031, Actions	EUR 448 552.70	448 552.70
D. / VIII. ACTIF CIRCULANT / AVOIRS EN BANQUES, AVOIRS EN COMPTE CHEQUES POSTAUX, CHEQUES ET ENCAISSE	1 939.75	8 034.39
	En Dev, cap.EUR->	1 939.75
5100-996, Banque, c/c en EUR	EUR 1 939.75	1 939.75
E. COMPTES DE REGULARISATION	2 357.50	2 357.50
	En Dev, cap.EUR->	1 897.50
4791, Commissions payées d'avance	EUR 1 897.50	1 897.50
	En Dev, cap.EUR->	460.00
4795, Commission domiciliation payée d'avance	EUR 460.00	460.00
TOTAL DE L'ACTIF	858 005.16	49 891.89

(Devise du capital: EUR)

PASSIF		30/09/2008		30/09/2007
A. / I. CAPITAUX PROPRES / CAPITAL SOUSCRIT		31 000.00		31 000.00
	En Dev, cap.EUR->	31 000.00		31 000.00
1013, Capital souscrit	EUR 31 000.00	31 000.00	31 000.00	31 000.00
A. / V. CAPITAUX PROPRES/ RESULTATS REPORTEES		-9 884.36		0.00
	En Dev, cap.EUR->	-9 884.36		0.00
1150, Résultats reportés	EUR -9 884.36	-9 884.36	0.00	0.00
A. / VI. CAPITAUX PROPRES/ RESULTAT DE L'EXERCICE		-43 408.53		-9 884.36
	En Dev, cap.EUR->	-43 408.53		-9 884.36
1250, Résultat de l'Exercice	EUR -43 408.53	-43 408.53	-9 884.36	-9 884.36
D./ I. DETTES/ C/C ACTIONNAIRES		419 700.00		27 500.00
	En Dev, cap.EUR->	419 700.00		27 500.00
4512, Compte courant des actionnaires	EUR 419 700.00	419 700.00	27 500.00	27 500.00
D./ II. DETTES / DETTES BANCAIRES		450 000.00		0.00
	En Dev, cap.EUR->	450 000.00		0.00
5240-996, Avances à terme en EUR	EUR 450 000.00	450 000.00	0.00	0.00
D./ III. DETTES / INTERETS A PAYER SUR BANQUES		2 428.12		0.00
	En Dev, cap.EUR->	2 428.12		0.00
4754, Intérêts à payer sur emprunts bancaires	EUR 2 428.12	2 428.12	0.00	0.00
D. / IV. DETTES / CHARGES A PAYER		747.50		1 121.25
	En Dev, cap.EUR->	747.50		747.50
4678, Frais d'établissement de la décl. fiscale à payer	EUR 747.50	747.50	747.50	747.50
	En Dev, cap.EUR->	0.00		373.75
4680, Frais de publication à payer	EUR 0.00	0.00	373.75	373.75
D. / V. DETTES / IMPOTS ET TAXES A PAYER		217.00		155.00
	En Dev, cap.EUR->	155.00		155.00
4424, Impôt s/ la fortune à payer	EUR 155.00	155.00	155.00	155.00
	En Dev, cap.EUR->	62.00		0.00
4424-2008, Impôt s/ la fortune 2008 à payer	EUR 62.00	62.00	0.00	0.00
D. / VI. DETTES / AUTRES DETTES		7 205.43		0.00
	En Dev, cap.EUR->	7 205.43		0.00
4637, Dettes sur participation	EUR 7 205.43	7 205.43	0.00	0.00
TOTAL DU PASSIF		858 005.16		49 891.89

 PERTES ET PROFITS DETAILLE
 AMALTHEE S.A.

(Devise du capital: EUR)

CHARGES		30/09/2008		30/09/2007
I. CHARGES FINANCIERES		2 830.07		8.77
	En Dev, cap.EUR->	26.95		3.77
6111, Intérêts sur banques à vue	EUR 26.95	26.95	3.77	3.77
	En Dev, cap.EUR->	2 428.12		0.00
6114, Intérêts sur emprunts bancaires	EUR 2 428.12	2 428.12	0.00	0.00
	En Dev, cap.EUR->	375.00		5.00
6140, Frais bancaires	EUR 375.00	375.00	5.00	5.00
II. CHARGES D'EXPLOITATION		10 639.99		9 720.59
	En Dev, cap.EUR->	5.00		0.00
6210, Frais d'apostilles	EUR 5.00	5.00	0.00	0.00
	En Dev, cap.EUR->	0.00		1 386.84
6211, Frais de constitution	EUR 0.00	0.00	1 386.84	1 386.84
	En Dev, cap.EUR->	78.49		0.00
6242, Frais d'enregistrement	EUR 78.49	78.49	0.00	0.00
	En Dev, cap.EUR->	0.00		373.75

136454

6243, Frais de publication	EUR 0.00	0.00	373.75	373.75
	En Dev, cap.EUR->	1 840.00		1 380.00
6249, Frais de domiciliation	EUR 1 840.00	1 840.00	1 380.00	1 380.00
	En Dev, cap.EUR->	7 590.00		5 692.50
6250, Commission de gestion	EUR 7 590.00	7 590.00	5 692.50	5 692.50
	En Dev, cap.EUR->	747.50		747.50
6262, Frais d'établissement de la décl. fiscale	EUR 747.50	747.50	747.50	747.50
	En Dev, cap.EUR->	239.00		0.00
6289, Assurances	EUR 239.00	239.00	0.00	0.00
	En Dev, cap.EUR->	140.00		140.00
6290, Cotisation Chbre de Commerce	EUR 140.00	140.00	140.00	140.00
V. IMPOTS		62.00		155.00
	En Dev, cap.EUR->	62.00		155.00
6346, Impôts s/ la fortune	EUR 62.00	62.00	155.00	155.00
VII. CORRECTIONS DE VALEURS SUR ELEMENT D'ACTIF		30 544.79		0.00
	En Dev, cap.EUR->	3 545.79		0.00
6608, Dot. aux amortissements s/ immeuble	EUR 3 545.79	3 545.79	0.00	0.00
	En Dev, cap.EUR->	26 999.00		0.00
6611, Correct de valeur s/ participation	EUR 26 999.00	26 999.00	0.00	0.00
TOTAL DES CHARGES		44 076.85		9 984.36

(Devise du capital: EUR)

<i>PRODUITS</i>		30/09/2008	30/09/2007
I. PRODUITS PROVENANT DE L'ACTIF CIRCULANT . . .		294.57	
	En Dev, cap.EUR->	294.57	
7122, Intérêts sur prêt	EUR 294.57	294.57	
V. PRODUITS EXCEPTIONNELS		373.75	
	En Dev, cap.EUR->	373.75	
7782, Produits Imputables à des ex. antérieurs	EUR 373.75	373.75	
PERTE DE L'EXERCICE		43 408.53	9.884.36
TOTAL DES PRODUITS		44 076.85	9.884.36

Appendix 5.

BILAN DETAILLE AU 31/10/2008

AMALTHEE S.A.

(Devise du capital: EUR)

<i>ACTIF</i>		31/10/2008	30/09/2008
C. / II. ACTIF IMMOBILISE / IMMOBILISATIONS CORPORELLES		404 519.70	405 154.21
	En Dev, cap.EUR->	408 700.00	408 700.00
2130, Immeuble	EUR 408 700.00	408 700.00	408 700.00
	En Dev, cap.EUR->	-4 180.30	-3 545.79
2130-999, Amortissement sur Immeuble	EUR -4 180.30	-4 180.30	-3 545.79
C. / III. ACTIF IMMOBILISE / IMMOBILISATIONS FINANCIERES		1.00	1.00
	En Dev, cap.EUR->	27 000.00	27 000.00
2410_001, Participation LC Investment APS 100% . . .	EUR 27 000.00	27 000.00	27 000.00
	En Dev, cap.EUR->	-26 999.00	-26 999.00
2410-999, Provision moins-valeur sur participation . . .	EUR -26 999.00	-26 999.00	-26 999.00
D. / VII. ACTIF CIRCULANT / VALEURS MOBILIERES		0.00	448 552.70
	En Dev, cap.EUR->	0.00	448 552.70
5031, Actions	EUR 0.00	0.00	448 552.70
D. / VIII. ACTIF CIRCULANT / AVOIRS EN BAN- QUES, AVOIRS EN COMPTE CHEQUES POSTAUX, CHEQUES ET ENCAISSE		450 023.73	1 939.75

136455

	En Dev, cap.EUR->	450 023.73		1 939.75
5100-996, Banque, c/c en EUR	EUR 450 023.73	450 023.73	1 939.75	1 939.75
E. COMPTES DE REGULARISATION		1 571.67		2 357.50
	En Dev, cap.EUR->	1 265.00		1 897.50
4791, Commissions payées d'avance	EUR 1 265.00	1 265.00	1 897.50	1 897.50
	En Dev, cap.EUR->	306.67		460.00
4795, Commission domiciliation payée d'avance	EUR 306.67	306.67	460.00	460.00
TOTAL DE L'ACTIF		<u>856 116.10</u>		<u>858 005.16</u>

(Devise du capital: EUR)

PASSIF		31/10/2008		30/09/2008
A. / I. CAPITAUX PROPRES / CAPITAL SOUSCRIT		31 000.00		31 000.00
	En Dev, cap.EUR->	31 000.00		31 000.00
1013, Capital souscrit	EUR 31 000.00	31 000.00	31 000.00	31 000.00
A. / V. CAPITAUX PROPRES / RESULTATS REPORTES		-53 292.89		-9 884.36
	En Dev, cap.EUR->	-43 408.53		0.00
1110, Résultat en instance d'affectation	EUR -43 408.53	-43 408.53	0.00	0.00
	En Dev, cap.EUR->	-9 884.36		-9 884.36
1150, Résultats reportés	EUR -9 884.36	-9 884.36	-9 884.36	-9 884.36
A. / VI. CAPITAUX PROPRES / RESULTAT DE L'EXERCICE		-4 226.07		-43 408.53
	En Dev, cap.EUR->	-4 226.07		-43 408.53
1250, Résultat de l'Exercice	EUR -4 226.07	-4 226.07	-43 408.53	-43 408.53
D. / I. DETTES / C/C ACTIONNAIRES		419 700.00		419 700.00
	En Dev, cap.EUR->	419 700.00		419 700.00
4512, Compte courant des actionnaires	EUR 419 700.00	419 700.00	419 700.00	419 700.00
D. / II. DETTES / DETTES BANCAIRES		450 000.00		450 000.00
	En Dev, cap.EUR->	450 000.00		450 000.00
5240-996, Avances à terme en EUR	EUR 450 000.00	450 000.00	450 000.00	450 000.00
D. / III. DETTES / INTERETS A PAYER SUR BANQUES		3 815.63		2 428.12
	En Dev, cap.EUR->	3 815.63		2 428.12
4754, Intérêts à payer sur emprunts bancaires	EUR 3 815.63	3 815.63	2 428.12	2 428.12
D. / IV. DETTES / CHARGES A PAYER		1 635.00		747.50
	En Dev, cap.EUR->	140.00		0.00
4664, Cotisation Chambre de Commerce à payer	EUR 140.00	140.00	0.00	0.00
	En Dev, cap.EUR->	1 495.00		747.50
4678, Frais d'établissement de la décl. fiscale à payer	EUR 1 495.00	1 495.00	747.50	747.50
D. / V. DETTES / IMPOTS ET TAXES A PAYER		279.00		217.00
	En Dev, cap.EUR->	155.00		155.00
4424, Impôt s/ la fortune à payer	EUR 155.00	155.00	155.00	155.00
	En Dev, cap.EUR->	62.00		62.00
4424-2008, Impôt s/ la fortune 2008 à payer	EUR 62.00	62.00	62.00	62.00
	En Dev, cap.EUR->	62.00		0.00
4424-2009, Impôt s/ la fortune 2009 à payer	EUR 62.00	62.00	0.00	0.00
D. / VI. DETTES / AUTRES DETTES		7 205.43		7 205.43
	En Dev, cap.EUR->	7 205.43		7 205.43
4637, Dettes sur participation	EUR 7 205.43	7 205.43	7 205.43	7 205.43
TOTAL DU PASSIF		<u>856 116.10</u>		<u>858 005.16</u>

PERTES ET PROFITS DETAILLE
POUR LA PERIODE DU 01/10/2008 AU 31/10/2008
AMALTHEE S.A.

(Devise du capital: EUR)

CHARGES		31/10/2008		30/09/2008
I. CHARGES FINANCIERES		3 702.76		2 830.07

136456

	En Dev, cap.EUR->	0.00		26.95
6111, Intérêts sur banques à vue	EUR 0.00	0.00	26.95	26.95
	En Dev, cap.EUR->	1 387.51		2 428.12
6114, Intérêts sur emprunts bancaires	EUR 1 387.51	1 387.51	2 428.12	2 428.12
	En Dev, cap.EUR->	2 000.00		375.00
6140, Frais bancaires	EUR 2 000.00	2 000.00	375.00	375.00
	En Dev, cap.EUR->	315.25		0.00
6155, Droits de garde	EUR 315.25	315.25	0.00	0.00
II. CHARGES D'EXPLOITATION		1 673.33		10 639.99
	En Dev, cap.EUR->	0.00		5.00
6210, Frais d'apostilles	EUR 0.00	0.00	5.00	5.00
	En Dev, cap.EUR->	0.00		78.49
6242, Frais d'enregistrement	EUR 0.00	0.00	78.49	78.49
	En Dev, cap.EUR->	153.33		1 840.00
6249, Frais de domiciliation	EUR 153.33	153.33	1 840.00	1 840.00
	En Dev, cap.EUR->	632.50		7 590.00
6250, Commission de gestion	EUR 632.50	632.50	7 590.00	7 590.00
	En Dev, cap.EUR->	747.50		747.50
6262, Frais d'établissement de la décl. fiscale	EUR 747.50	747.50	747.50	747.50
	En Dev, cap.EUR->	0.00		239.00
6289, Assurances	EUR 0.00	0.00	239.00	239.00
	En Dev, cap.EUR->	140.00		140.00
6290, Cotisation Chbre de Commerce	EUR 140.00	140.00	140.00	140.00
V. IMPOTS		62.00		62.00
	En Dev, cap.EUR->	62.00		62.00
6346, Impôts s/ la fortune	EUR 62.00	62.00	62.00	62.00
VII. CORRECTIONS DE VALEURS SUR ELEMENT D'ACTIF		634.51		30 544.79
	En Dev, cap.EUR->	634.51		3 545.79
6608, Dot. aux amortissements s/ immeuble	EUR 634.51	634.51	3 545.79	3 545.79
	En Dev, cap.EUR->	0.00		26 999.00
6611, Correct de valeur s/ participation	EUR 0.00	0.00	26 999.00	26 999.00
TOTAL DES CHARGES		6 072.60		44 076.85

(Devise du capital: EUR)

<i>PRODUITS</i>		31/10/2008		30/09/2008
I. PRODUITS PROVENANT DE L'ACTIF CIRCULANT		0.00		294.57
	En Dev, cap.EUR->	0.00		294.57
7122, Intérêts sur prêt	EUR 0.00	0.00	294.57	294.57
IV. PLUS-VALUES SUR REALISATIONS D'ACTIF		1 846.53		0.00
	En Dev, cap.EUR->	1 846.53		0.00
7522, Plus-value s/ vente de titres	EUR 1 846.53	1 846.53	0.00	0.00
V. PRODUITS EXCEPTIONNELS		0.00		373.75
	En Dev, cap.EUR->	0.00		373.75
7782, Produits Imputables à des ex. antérieurs	EUR 0.00	0.00	373.75	373.75
PERTE DE L'EXERCICE		4 226.07		43 408.53
TOTAL DES PRODUITS		6 072.60		44 076.85

Référence de publication: 2008145291/208/2034.

(080172005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2008.

Wohnimmobilien AG, Société Anonyme.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.

R.C.S. Luxembourg B 116.718.

Le bilan au 31 décembre 2006, ainsi que l'annexe et les autres documents et informations qui s'y rapportent ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008144968/833/13.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04892. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

SPE Office Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 93.200,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 94.169.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 juin 2003 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 757 du 18 juillet 2003.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SPE OFFICE SàRL

Signature

Référence de publication: 2008144963/250/16.

Enregistré à Luxembourg, le 7 novembre 2008, réf. LSO-CW02723. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

ING RPFfB Soparfi B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 71.026.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 95.512.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 27 octobre 2008

- La démission de la société Orangefield Trust (Luxembourg) S.A. avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet immédiat.

- La société IREIM Services Luxembourg PSF S.à r.l. avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg et enregistrée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro RCS B 136.171 est élue par l'associé unique en tant que gérant de la Société en remplacement du gérant démissionnaire pour une durée indéterminée.

- La démission de Monsieur Nicolas Schreurs, employé privé, avec adresse professionnelle au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet immédiat.

Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2008144880/655/23.

Enregistré à Luxembourg, le 11 novembre 2008, réf. LSO-CW03259. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Mathëllef, Association sans but lucratif.

Siège social: L-6833 Biver, 11, Neie Wee.

R.C.S. Luxembourg F 3.588.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale en date du 18 juin 2008

Les membres de l'association MATHËLLEF, association sans but lucratif, décident de transférer le siège social de 2, rue A. Borschette, L-1246 Luxembourg à 11 Neie Wee, L-6833 Biver.

Luxembourg, le 28 octobre 2008.

Pour la société
PKF Weber et Bontemps
Experts comptables et fiscaux
Réviseurs d'entreprises
Signatures

Référence de publication: 2008144831/592/18.

Enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 2008, réf. LSO-CW01584. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Manzoni International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 71.820.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 novembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008144969/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 13 novembre 2008, réf. LSO-CW04374. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Fitness Lounge S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9156 Heiderscheid, 4, Fuussekaul.

R.C.S. Luxembourg B 121.007.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la Société
tenue le 3 octobre 2008 à 10.30 heures à Heiderscheid*

Le Conseil d'Administration après en avoir délibéré décide, en se prévalant de l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale Extraordinaire de ce jour et conformément à l'article 60 de la loi du 10 août 1915 et de l'article 9 des statuts, de déléguer tous ses pouvoirs en ce qui concerne la gestion des affaires ainsi que la représentation de la société à Monsieur Pedro MARTINS, né à Tondela (P) le 26.12.1982, demeurant à L-9512 Wiltz, 24, route de Bastogne, qui portera le titre d'administrateur-délégué et qui pourra engager valablement la société par sa signature conjointe avec la signature d'un autre administrateur.

La durée du mandat du nouvel administrateur délégué est fixée pour une durée indéterminée.

Pour extrait sincère et conforme
Signature
Un administrateur

Référence de publication: 2008144832/832/21.

Enregistré à Diekirch, le 28 octobre 2008, réf. DSO-CV00263. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080170467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

MidOcean Finco (LAF) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 108.694.

Les comptes annuels au 31 juillet 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2008.

Richard Brekelmans

Manager

Référence de publication: 2008144966/751/14.

Enregistré à Luxembourg, le 29 octobre 2008, réf. LSO-CV08675. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Safe Ship Capital Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 127.653.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2007, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SAFE SHIP CAPITAL PARTNERS S.à R.L., Société à Responsabilité Limitée

Panagiotis Gennimatas / Konstantinos Mavropoulos

Référence de publication: 2008144970/45/15.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04972. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

**Eurizon Investment Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. EuroNextra Investment Sicav).**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 8, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 58.206.

L'an deux mil huit, le trente et un octobre.

Par-devant Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme sous le régime d'une société d'investissement à capital variable dénommée EURONEXTRA INVESTMENT SICAV (la "Société"), avec siège social au 8, avenue de la Liberté à Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg Section B n° 58.206, constituée par acte du notaire Paul FRIEDERS en date du 19 février 1997, publié au Mémorial C n° 157 du 1^{er} avril 1997, et les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire soussigné en date du 30 décembre 2005, publié au Mémorial C n° 336 du 15 février 2006.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de M. Francesco Molino, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Mme Louise Chiappalone, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur M. Luigi Leone, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg,

Le bureau de l'Assemblée étant ainsi constitué, le Président a déclaré et prié le notaire d'acter que:

I. L'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Changement de la dénomination sociale de "EuroNextra Investment Sicav" en "Eurizon Investment Sicav" et modification subséquente de l'article 1 des statuts.

2. Divers.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions détenues par chacun d'eux sont renseignés sur une liste de présence, qui, signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés paraphées "ne varietur" par les parties comparantes resteront également attachées au présent acte. Les actions étant toutes nominatives, tous les actionnaires ont fait l'objet d'une convocation par lettre recommandée le 16 octobre 2008. De plus, des convocations ont eu lieu le 14 et 22 octobre 2008 tant au "Luxemburger Wort" qu'au "Sole 24 ore".

III. Qu'il apparaît de la liste de présence que sur 2.567.607,14 actions en circulation, 1.558.646,955 actions sont présentes ou dûment représentées à la présente assemblée.

IV. Qu'en conséquence la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution unique

L'assemblée des actionnaires décide de changer la dénomination sociale de "EuroNextra Investment Sicav" en "Eurizon Investment Sicav",

et modifie en conséquence l'article 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur nouvelle suivante:

Art. 1^{er} :

Il existe une société anonyme en la forme d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination Eurizon Investment Sicav (la "Société").

Clôture de l'assemblée

L'ordre du jour étant épuisé, le Président prononce la clôture de l'assemblée.

Evaluation

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués à environ EUR 1.200,-.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signés avec nous notaire le présent acte.

Signé: F. MOLINO, L. CHIAPPALONE, L. LEONE, J. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg, actes civils le 6 novembre 2008, LAC/2008/44971. - Reçu douze Euros (EUR 12,-).

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 novembre 2008.

Jacques DELVAUX.

Référence de publication: 2008145289/208/58.

(080171928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2008.

**TPG Sonic VI A S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Arabica S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5D, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 138.448.

In the year two thousand and eight, on the fifteenth day of October.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

TPG Partners VI-AIV, L.P., a limited partnership incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnership Cayman Islands under number MC-29603,

duly represented by Ms Andrea Hoffmann, private employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 13 October 2008.

This proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to this document in order to be registered therewith.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Arabica S.à r.l., a société à responsabilité limitée having its registered office at 5D, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 138.448, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 30 April 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1373, on 4 June 2008 (the "Company").

The Sole Shareholder, representing the entire capital, takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the name of the Company from "Arabica S.à r.l." to "TPG Sonic VI A S.à r.l."

Second resolution

As a consequence of the above mentioned resolution, article 1 of the articles of incorporation of the Company is amended and shall now be read as follows:

"A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "TPG Sonic VI A S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation."

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint the following persons as new class A managers of the Company with immediate effect and for an indefinite period of time:

- Mr Gary Douglas Puckett, Manager, born on 19 July 1957 in Texas, USA, with professional address at 301 Commerce Street, Suite 3300, Fort Worth, TX 76102, USA; and

- Mr Ramzi Gedeon, Vice President, born on 19 June 1973, in Beirut, Lebanon, with professional address at 5-7 Carlton Garden, London SW1 Y 5AD.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version, upon request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing known to the notary by her name, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le quinze octobre,

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg

A comparu:

TPG Partners VI-AIV, L.P., une société constituée et régie par les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social à PO Box 309, Uglan House, Grand Cayman, KY1-1104, Iles Caïmans, enregistrée au registre des sociétés des Iles Caïmans sous le numéro MC-29603,

ici représentée par Mademoiselle Andrea Hoffmann, employée privée, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 13 octobre 2008.

La procuration signée «ne varietur» par le mandataire et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante est l'associé unique (l'«Associé Unique») de Arabica S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 5D, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 138.448, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 30 avril 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 4 juin 2008, sous le numéro 1373 (la «Société»).

L'Associé Unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de changer le nom de la Société de «Arabica S.à r.l.» en «TPG Sonic VI A S.à r.l.».

Deuxième résolution

Suite à la résolution précédente, l'article 1 des statuts de la Société sera modifié et aura désormais la teneur suivante:

«Il est formé par la comparante et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination «TPG Sonic VI A S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.»

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de nommer les personnes suivantes comme nouveaux gérants de classe A de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- M. Gary Douglas Puckett, Manager, né le 19 juillet 1957 au Texas, Etats-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle à 301 Commerce Street, Suite 3300, Fort Worth, TX 76102, Etats-Unis d'Amérique; et

- M. Ramzi Gedeon, Vice President, né le 19 juin 1973 à Beirut, Liban, avec adresse professionnelle au 5-7, Carlton Garden, Londres SW1 Y 5AD, Royaume-Uni.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ladite comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. HOFFMANN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 octobre 2008. Relation: LAC/2008/43214. — Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008144768/242/87.

(080170334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

**UBM Finance S.à.r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. United BM (US) Holdings S.à r.l.).**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 70.849.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n ° 53420 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER
Notaire

Référence de publication: 2008144760/211/13.

(080170502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

**Orient International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. ExpFast International S.à r.l.).**

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 139.836.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n ° 53239 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER
Notaire

Référence de publication: 2008144759/211/13.

(080170370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Fortis Banque Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 6.481.

Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration du 28 décembre 2007

La présente réunion du Conseil d'administration se tient pour pourvoir au remplacement comme membre du Comité de Direction de la banque de Monsieur Camille FOHL qui vient d'être nommé à la fonction de membre du Comité Exécutif de Fortis en Belgique avec effet au 1^{er} janvier 2008.

L'adresse professionnelle de Monsieur Camille FOHL est 50, avenue J.F. Kennedy, L-2951 Luxembourg.

Luxembourg, le 5 novembre 2008.

Pour extrait conforme
Fortis Banque Luxembourg S.A.
Jean-Louis Margue
Secrétaire Général

Référence de publication: 2008144836/4/19.

Enregistré à Luxembourg, le 11 novembre 2008, réf. LSO-CW03470. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Carles S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 83.690.

—
Resolution by the Board of Directors of the Company, taken at a meeting in Luxembourg on 15 September 2008

Attendance List:

Peter Engelberg, Président

Gilles Wecker

Resolution

The Board of Directors resolved to move the registered office of the Company from 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, to 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg

It was further resolved that these minutes be signed by the Chairman and one Board other director.

With no other matters on the agenda the meeting was closed.

Signed as above

Peter Engelberg / Gilles Wecker

Président / -

Résolution du Conseil d'Administration de la société, qui a eu lieu au Luxembourg le 15 septembre 2008

Liste de présence:

Peter Engelberg, Président

Gilles Wecker

Résolution

Le Conseil d'Administration décide d'approuver le transfert du siège social de la société du 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, au 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg.

Il a été également résolu que le procès-verbal a été signé par le Président et un autre membre du Conseil d'Administration.

Aucun autre point n'étant porté à l'agenda, l'assemblée a été clôturée.

Pour signataires

Peter Engelberg / Gilles Wecker

Président / -

Référence de publication: 2008144802/1369/34.

Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2008, réf. LSO-CV08454. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

ING Industrial Real Estate Luxembourg S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 37.550,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 114.985.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 27 octobre 2008

- La démission de la société Orangefield Trust (Luxembourg) S.A. avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par les associés avec effet immédiat.

- La société IREIM Services Luxembourg PSF S.à r.l. avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg et enregistrée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro RCS B 136.171 est élue par les associés en tant que gérant de la Société en remplacement du gérant démissionnaire pour une durée indéterminée.

- Monsieur Luc Soleau, employé privé, avec adresse professionnelle au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg est élu par les associés en tant que gérant supplémentaire pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Pour extrait conforme
Pour la Société
Un mandataire
Signatures

Référence de publication: 2008144873/655/23.

Enregistré à Luxembourg, le 6 novembre 2008, réf. LSO-CW01962. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

ING RPFI Soparfi A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.350.025,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 72.289.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 27 octobre 2008

- La démission de la société Orangefield Trust (Luxembourg) S.A. avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet immédiat.

- La société IREIM Services Luxembourg PSF S.à r.l. avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg et enregistrée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro RCS B 136.171 est élue par l'associé unique en tant que gérant de la Société en remplacement du gérant démissionnaire pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Pour extrait conforme
Pour la Société
Un mandataire
Signatures

Référence de publication: 2008144875/655/21.

Enregistré à Luxembourg, le 11 novembre 2008, réf. LSO-CW03248. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

ING RPFI Soparfi B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 225.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 74.145.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 27 octobre 2008

- La démission de la société Orangefield Trust (Luxembourg) S.A. avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet immédiat.

- La société IREIM Services Luxembourg PSF S.à r.l. avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg et enregistrée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro RCS B 136.171 est élue par l'associé unique en tant que gérant de la Société en remplacement du gérant démissionnaire pour une durée indéterminée.

- La démission de Monsieur Nicolas Schreurs, employé privé, avec adresse professionnelle au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet immédiat.

Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Pour extrait conforme
Pour la Société
Un mandataire
Signatures

Référence de publication: 2008144876/655/23.

Enregistré à Luxembourg, le 11 novembre 2008, réf. LSO-CW03251. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.
